



DIAG AFFAIRE

EXPERTISE IMMOBILIÈRE

Dossier Diagnostic Technique (DDT)

Numéro de dossier : DIEUZEIDE/650101285
Date du repérage : 19/06/2020



Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : ... **Hautes-Pyrénées**

Adresse : **51 RUE HORCAT**

Commune : **65700 MAUBOURGUET**
Section cadastrale NC, Parcelle
numéro NC,

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

Lot numéro : NC,

Périmètre de repérage :

Désignation du propriétaire

Désignation du client :

Nom et prénom : ... **M. DIEUZEIDE CLAUDE**

Adresse : **5 PROMENADE PAUL DOUMER**
92400 COURBEVOIE

Objet de la mission :

Constat amiante avant-vente

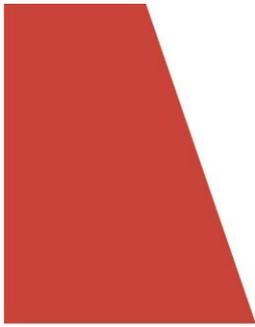
Etat des Risques et Pollutions

Diag. Installations Electricité

Etat relatif à la présence de termites

Exposition au plomb (CREP)

Diagnostic de Performance Energétique



DIAG AFFAIRE

EXPERTISE IMMOBILIÈRE

Résumé de l'expertise n° DIEUZEIDE/650101285

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.



Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : **51 RUE HORCAT**

Commune : **65700 MAUBOURGUET**

Section cadastrale NC, Parcelle numéro NC,

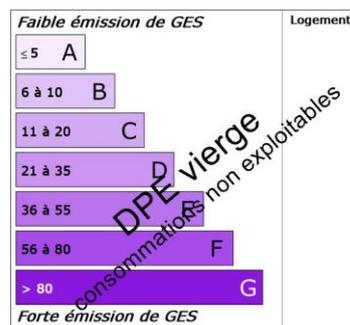
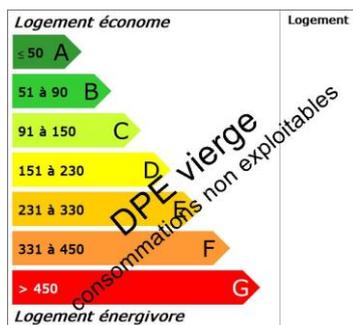
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

Lot numéro : NC,

Périmètre de repérage :

Prestations	Conclusion
CREP	Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.
Etat Amiante	Dans le cadre de la mission, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.
Etat Termites	Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites. Présence d'indices d'infestation d'autres agents de dégradation biologique du bois, Champignon de pourriture cubique

Etat des Risques et Pollutions	<p>L'Etat des Risques délivré par DIAG AFFAIRE en date du 23/06/2020 fait apparaître que la commune dans laquelle se trouve le bien fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°65-2017-03-17-006 en date du 17/03/2017 en matière d'obligation d'Information Acquéreur Locataire sur les Risques Naturels, Miniers et Technologiques.</p> <p>Selon les informations mises à disposition dans le Dossier Communal d'Information, le BIEN est ainsi concerné par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le risque sismique (niveau 3, sismicité Modérée) et par la réglementation de construction parasismique EUROCODE 8. <p>Le bien se situe dans une zone réglementée du risque retrait-gonflement des argiles (L.112-20 du Code de la construction et de l'habitation). Dans le cas d'un projet construction, conformément aux articles L.112-22 et L.112-23 du Code de la construction et de l'habitation, avant la conclusion de tout contrat ayant pour objet des travaux de construction ou la maîtrise d'œuvre d'un ou de plusieurs immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation ne comportant pas plus de deux logements, le maître d'ouvrage transmet une étude géotechnique de conception aux personnes réputées constructeurs de l'ouvrage, au sens de l'article 1792-1 du code civil.</p> <p>Le bien ne se situe pas dans une zone d'un Plan d'Exposition au Bruit.</p>
DPE	<p>Consommation conventionnelle : Indéterminée (Classe -) Estimation des émissions : Indéterminée (Classe -) N° ADEME : 2065V20006270</p>
Electricité	<p>L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).</p> <p>L'installation intérieure d'électricité n'était pas alimentée lors du diagnostic.</p> <p>Les vérifications de fonctionnement des dispositifs de protection à courant différentiel résiduel n'ont pu être effectuées.</p>





Constat de risque d'exposition au plomb CREP

Numéro de dossier : DIEUZEIDE/650101285
Norme méthodologique employée : AFNOR NF X46-030
Arrêté d'application : Arrêté du 19 août 2011
Date du repérage : 19/06/2020

Adresse du bien immobilier
Localisation du ou des bâtiments : Département :... Hautes-Pyrénées Adresse : 51 RUE HORCAT Commune : 65700 MAUBOURGUET Section cadastrale NC, Parcelle numéro NC, Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété : Lot numéro : NC,

Donneur d'ordre / Propriétaire :
Donneur d'ordre : M. DIEUZEIDE CLAUDE 5 PROMENADE PAUL DOUMER 92400 COURBEVOIE
Propriétaire : M. DIEUZEIDE CLAUDE 5 PROMENADE PAUL DOUMER 92400 COURBEVOIE

Le CREP suivant concerne :			
X	Les parties privatives	X	Avant la vente
	Les parties occupées		Avant la mise en location
	Les parties communes d'un immeuble		Avant travaux <i>N.B. : Les travaux visés sont définis dans l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un CREP</i>
L'occupant est :		NEANT	
Nom de l'occupant, si différent du propriétaire			
Présence et nombre d'enfants mineurs, dont des enfants de moins de 6 ans		NON	Nombre total : 0 Nombre d'enfants de moins de 6 ans : 0

Société réalisant le constat	
Nom et prénom de l'auteur du constat	Mr HOLZER Frédéric
N° de certificat de certification	C2654^{le} 04/04/2017
Nom de l'organisme de qualification accrédité par le COFRAC	LCC QUALIXPERT
Organisme d'assurance professionnelle	AXA FRANCE IARD
N° de contrat d'assurance	10404029804
Date de validité :	31/12/2019

Appareil utilisé	
Nom du fabricant de l'appareil	RITVERC
Modèle de l'appareil / N° de série de l'appareil	FEnX2 / 2-0150
Nature du radionucléide	370MBq
Date du dernier chargement de la source	08/08/2018
Activité à cette date et durée de vie de la source	443 03/08/2021

Conclusion des mesures de concentration en plomb						
	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	323	22	175	0	126	0
%	100	7 %	54 %	0 %	39 %	0 %

Ce Constat de Risque d'Exposition au Plomb a été rédigé par Mr HOLZER Frédéric le 19/06/2020 conformément à la norme NF X46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb» et en application de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.	
--	--

Dans le cadre de la mission, il a été repéré des unités de diagnostics de classe 1 et/ou 2. Par conséquent, le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostics de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

Sommaire

1. Rappel de la commande et des références réglementaires	3
2. Renseignements complémentaires concernant la mission	3
2.1 L'appareil à fluorescence X	3
2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel	4
2.3 Le bien objet de la mission	4
3. Méthodologie employée	4
3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X	5
3.2 Stratégie de mesurage	5
3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire	5
4. Présentation des résultats	5
5. Résultats des mesures	6
6. Conclusion	15
6.1 Classement des unités de diagnostic	15
6.2 Recommandations au propriétaire	15
6.3 Commentaires	16
6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti	16
6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé	16
7. Obligations d'informations pour les propriétaires	17
8. Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb	17
8.1 Textes de référence	17
8.2 Ressources documentaires	18
9. Annexes	18
9.1 Notice d'Information	18
9.2 Illustrations	19
9.3 Analyses chimiques du laboratoire	19

Nombre de pages de rapport : 20**Liste des documents annexes :**

- Notice d'information (2 pages)
- Croquis
- Rapport d'analyses chimiques en laboratoire, le cas échéant.

Nombre de pages d'annexes : 3

1. Rappel de la commande et des références réglementaires

Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini par les articles L.1334-5 à 10 code de la santé publique et R 1334-10 à 12, consiste à mesurer la concentration en plomb des revêtements du bien immobilier, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risque de saturnisme infantile ou de dégradation du bâti.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...)

Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière).

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) :

dans les parties privatives du bien décrit ci-après en prévision de sa vente (en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique) ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique)

2. Renseignements complémentaires concernant la mission

2.1 L'appareil à fluorescence X

Nom du fabricant de l'appareil	RITVERC	
Modèle de l'appareil	FEnX2	
N° de série de l'appareil	2-0150	
Nature du radionucléide	370MBq	
Date du dernier chargement de la source	08/08/2018	Activité à cette date et durée de vie : 443 03/08/2021
Autorisation ASN (DGSNR)	N° T650249	Date d'autorisation 14/09/2017
	Date de fin de validité de l'autorisation 14/09/2022	
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	DIAG AFFAIRE	
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	Monsieur HOLZER	

Étalon :

Vérification de la justesse de l'appareil	n° de mesure	Date de la vérification	Concentration (mg/cm ²)
Etalonnage entrée	1	19/06/2020	1 (+/- 0,1)
Etalonnage sortie	478	19/06/2020	1 (+/- 0,1)

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.

En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel

Nom du laboratoire d'analyse	Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse
Nom du contact	-
Coordonnées	-
Référence du rapport d'essai	-
Date d'envoi des prélèvements	-
Date de réception des résultats	-

2.3 Le bien objet de la mission

Adresse du bien immobilier	51 RUE HORCAT 65700 MAUBOURGUET
Description de l'ensemble immobilier	Habitation (maison individuelle)
Année de construction	< 1949
Localisation du bien objet de la mission	Lot numéro : NC, Section cadastrale NC, Parcelle numéro NC,
Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes)	M. DIEUZEIDE CLAUDE 5 PROMENADE PAUL DOUMER 92400 COURBEVOIE
L'occupant est :	NEANT
Date(s) de la visite faisant l'objet du CREP	19/06/2020
Croquis du bien immobilier objet de la mission	Voir partie « 5 Résultats des mesures »

Liste des locaux visités

Rez de chaussée - Entrée,	1er étage - Palier,
Rez de chaussée - Séjour,	1er étage - Chambre 1,
Rez de chaussée - Cuisine,	1er étage - Alcove 1,
Rez de chaussée - Placard,	1er étage - Chambre 2,
Rez de chaussée - Placard 1,	1er étage - Palier 1,
Rez de chaussée - Cage escalier,	1er étage - Chambre 3,
Rez de chaussée - Dégagement,	1er étage - Alcove 2,
Rez de chaussée - Wc,	1er étage - Chambre 4,
Rez de chaussée - Garage,	1er étage - Alcove 3,
Rez de chaussée - Cage escalier 1,	1er étage - Chambre 5,
Rez de chaussée - Cuisine 1,	1er étage - Salle de bain,
Rez de chaussée - Salon,	1er étage - Comble

Liste des locaux non visités ou non mesurés (avec justification)

Néant

3. Méthodologie employée

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon l'arrêté du 19 août 2011 et la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb – Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*». Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X capable d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb, et sont exprimées en mg/cm².

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,... (*ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb*). Bien que pouvant être

relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb. D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette, tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser.

Les revêtements de type carrelage contiennent souvent du plomb, mais ils ne sont pas visés par le présent arrêté car ce plomb n'est pas accessible.

3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 5) : 1 mg/cm².

3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

L'auteur du constat tel que défini à l'Article 4 de l'Arrêté du 19 août 2011 peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «*Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb*», dans le cas suivant :

- lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*» précitée sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

L'ensemble des couches de peintures est prélevé en veillant à inclure la couche la plus profonde. L'auteur du constat évite le prélèvement du substrat ou tous corps étrangers qui risquent d'avoir pour effet de diluer la concentration en plomb de l'échantillon. Le prélèvement est réalisé avec les précautions nécessaires pour éviter la dissémination de poussières.

Quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g

4. Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

Concentration en plomb	Nature des dégradations	Classement
< seuils		0
≥ seuils	Non dégradé ou non visible	1
	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

5. Résultats des mesures

	Total UD	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Rez de chaussée - Entrée	12	-	11 (92 %)	-	1 (8 %)	-
Rez de chaussée - Séjour	20	-	16 (80 %)	-	4 (20 %)	-
Rez de chaussée - Cuisine	20	8 (40 %)	1 (5 %)	-	11 (55 %)	-
Rez de chaussée - Placard	6	-	4 (67 %)	-	2 (33 %)	-
Rez de chaussée - Placard 1	6	-	4 (67 %)	-	2 (33 %)	-
Rez de chaussée - Cage escalier	9	-	9 (100 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Dégagement	11	-	9 (82 %)	-	2 (18 %)	-
Rez de chaussée - Wc	15	4 (26.7 %)	7 (46.8 %)	-	4 (26.7 %)	-
Rez de chaussée - Garage	9	1 (11 %)	8 (89 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Cage escalier 1	11	-	11 (100 %)	-	-	-
Rez de chaussée - Cuisine 1	20	-	14 (70 %)	-	6 (30 %)	-
Rez de chaussée - Salon	19	-	17 (89 %)	-	2 (11 %)	-
1er étage - Palier	9	-	5 (56 %)	-	4 (44 %)	-
1er étage - Chambre 1	19	-	7 (37 %)	-	12 (63 %)	-
1er étage - Alcove 1	9	-	5 (56 %)	-	4 (44 %)	-
1er étage - Chambre 2	18	-	6 (33 %)	-	12 (67 %)	-
1er étage - Palier 1	9	-	5 (56 %)	-	4 (44 %)	-
1er étage - Chambre 3	16	-	5 (31 %)	-	11 (69 %)	-
1er étage - Alcove 2	11	-	7 (64 %)	-	4 (36 %)	-
1er étage - Chambre 4	16	-	5 (31 %)	-	11 (69 %)	-
1er étage - Alcove 3	15	-	11 (73 %)	-	4 (27 %)	-
1er étage - Chambre 5	12	1 (8.3 %)	4 (33.2 %)	-	7 (58.3 %)	-
1er étage - Salle de bain	16	4 (25 %)	3 (19 %)	-	9 (56 %)	-
1er étage - Comble	15	4 (26.7 %)	1 (6.8 %)	-	10 (66.7 %)	-
TOTAL	323	22 (7 %)	175 (54 %)	-	126 (39 %)	-

Rez de chaussée - Entrée

Nombre d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
2	A	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.22		0	
3					partie haute (> 1m)	0.48			
4	B	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.14		0	
5					partie haute (> 1m)	0.32			
6	C	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.02		0	
7					partie haute (> 1m)	0.58			
8	D	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.46		0	

9					partie haute (> 1m)	0.02			
10		Plafond	lambris bois	vernis	mesure 1	0.39		0	
11					mesure 2	0.63			
12	A	Plinthes	bois	vernis	mesure 1	0.62		0	
13					mesure 2	0.17			
14	B	Plinthes	bois	vernis	mesure 1	0.07		0	
15					mesure 2	0.42			
16	C	Plinthes	bois	vernis	mesure 1	0.37		0	
17					mesure 2	0.5			
18	D	Plinthes	bois	vernis	mesure 1	0.6		0	
19					mesure 2	0.6			
20	A	Porte	Bois	Vernis	partie basse (< 1m)	0.21		0	
21					partie haute (> 1m)	0.48			
22	A	Huisserie Porte	Bois	Vernis	partie basse (< 1m)	0.41		0	
23					partie haute (> 1m)	0.25			
24	A	Embrasure porte	Plâtre	Peinture	mesure 1	3.44	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

Rez de chaussée - Séjour

Nombre d'unités de diagnostic : 20 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
25	A	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.7		0	
26					partie haute (> 1m)	0.32			
27	B	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.64		0	
28					partie haute (> 1m)	0.23			
29	C	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.01		0	
30					partie haute (> 1m)	0.2			
31	D	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.34		0	
32					partie haute (> 1m)	0.27			
33		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0.25		0	
34					mesure 2	0.56			
35	A	Plinthes	bois	vernis	mesure 1	0.49		0	
36					mesure 2	0.21			
37	B	Plinthes	bois	vernis	mesure 1	0.04		0	
38					mesure 2	0.52			
39	C	Plinthes	bois	vernis	mesure 1	0.63		0	
40					mesure 2	0.67			
41	D	Plinthes	bois	vernis	mesure 1	0.59		0	
42					mesure 2	0.66			
43	B	Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	4.91	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
44	B	Huisserie Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	4.17	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
45	B	Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	4.44	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
46	B	Huisserie Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	8.13	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
47	B	Volet	Bois	Peinture	partie basse	0.25		0	
48					partie haute	0.7			
49	A	Porte	Bois	Vernis	partie basse (< 1m)	0.35		0	
50					partie haute (> 1m)	0.17			
51	A	Huisserie Porte	Bois	Vernis	partie basse (< 1m)	0.53		0	
52					partie haute (> 1m)	0.12			
53	A	Sousbassement Mur	Lambris bois	Vernis	mesure 1	0.04		0	
54					mesure 2	0.6			
55	B	Sousbassement Mur	Lambris bois	Vernis	mesure 1	0.32		0	
56					mesure 2	0.67			
57	C	Sousbassement Mur	Lambris bois	Vernis	mesure 1	0.09		0	
58					mesure 2	0.31			
59	D	Sousbassement Mur	Lambris bois	Vernis	mesure 1	0.39		0	
60					mesure 2	0.69			

Rez de chaussée - Cuisine

Nombre d'unités de diagnostic : 20 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
-	A	Mur	plâtre	peinture et faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	B	Mur	plâtre	peinture et faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	C	Mur	plâtre	peinture et faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	D	Mur	plâtre	peinture et faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
61		Plafond	lambris bois	vernis	mesure 1	0.57		0	
62					mesure 2	0.28			
-	A	Plinthes	Carrelage	vernis	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	B	Plinthes	Carrelage	vernis	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	C	Plinthes	Carrelage	vernis	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	D	Plinthes	Carrelage	vernis	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
63	B	Fenêtre 1 intérieure	Bois	Peinture	partie basse	7.92	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
64	B	Huisserie Fenêtre 1 intérieure	Bois	Peinture	partie basse	5.45	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
65	B	Fenêtre 1 extérieure	Bois	Peinture	partie basse	6.79	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
66	B	Huisserie Fenêtre 1 extérieure	Bois	Peinture	partie basse	6.32	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
67	B	Fenêtre 2 intérieure	Bois	Peinture	partie basse	3.97	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
68	B	Huisserie Fenêtre 2 intérieure	Bois	Peinture	partie basse	6.65	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
69	B	Fenêtre 2 extérieure	Bois	Peinture	partie basse	6.12	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
70	B	Huisserie Fenêtre 2 extérieure	Bois	Peinture	partie basse	6.58	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
71	A	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	4.64	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
72	A	Huisserie Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	5.31	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
73	C	Cheminée	Bois	Peinture	mesure 1	5.98	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

Rez de chaussée - Placard

Nombre d'unités de diagnostic : 6 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
74	A	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0.35		0	
75					partie haute (> 1m)	0.56			
76	B	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0.37		0	
77					partie haute (> 1m)	0.69			
78	C	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0.46		0	
79					partie haute (> 1m)	0.23			
80	D	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0.28		0	
81					partie haute (> 1m)	0.46			
82	A	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	3.7	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
83	A	Huisserie Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	2.97	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

Rez de chaussée - Placard 1

Nombre d'unités de diagnostic : 6 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
84	A	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0.32		0	
85					partie haute (> 1m)	0.1			
86	B	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0.01		0	
87					partie haute (> 1m)	0.47			
88	C	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0.51		0	
89					partie haute (> 1m)	0.64			
90	D	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0.49		0	
91					partie haute (> 1m)	0.37			
92	A	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	7.39	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
93	A	Huisserie Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	5.85	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

Rez de chaussée - Cage escalier

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
94	A	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0.56		0	
95					partie haute (> 1m)	0.53			
96	B	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0.67		0	
97					partie haute (> 1m)	0.32			
98	C	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0.4		0	
99					partie haute (> 1m)	0.44			
100	D	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0.57		0	
101					partie haute (> 1m)	0.08			
102		Plafond	Plâtre	vernis	mesure 1	0.15		0	
103					mesure 2	0.53			
104	A	Plinthes	Bois	vernis	mesure 1	0.16		0	
105					mesure 2	0.56			
106	B	Plinthes	Bois	vernis	mesure 1	0.21		0	
107					mesure 2	0.22			
108	C	Plinthes	Bois	vernis	mesure 1	0.26		0	
109					mesure 2	0.11			
110	D	Plinthes	Bois	vernis	mesure 1	0.16		0	
111					mesure 2	0.56			

Rez de chaussée - Dégagement

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
112	A	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.53		0	
113					partie haute (> 1m)	0.1			
114	B	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.47		0	
115					partie haute (> 1m)	0.01			
116	C	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.25		0	
117					partie haute (> 1m)	0.67			
118	D	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.28		0	
119					partie haute (> 1m)	0.13			
120		Plafond	Bois	Peinture	mesure 1	0.32		0	
121					mesure 2	0.13			
122	A	Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	2.83	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
123	A	Huisserie Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	3.64	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
124	A	porte 1	Bois	peinture	partie basse (< 1m)	0.33		0	
125					partie haute (> 1m)	0.02			
126	A	Huisserie porte 1	Bois	peinture	partie basse (< 1m)	0.32		0	
127					partie haute (> 1m)	0.46			
128	B	porte 2	Bois	peinture	partie basse (< 1m)	0.41		0	
129					partie haute (> 1m)	0.17			
130	B	Huisserie porte 2	Bois	peinture	partie basse (< 1m)	0.51		0	
131					partie haute (> 1m)	0.49			

Rez de chaussée - Wc

Nombre d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
132	A	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.13		0	
133					partie haute (> 1m)	0.7			
134	B	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.06		0	
135					partie haute (> 1m)	0.14			
136	C	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.51		0	
137					partie haute (> 1m)	0.23			
138	D	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.29		0	
139					partie haute (> 1m)	0.19			
140		Plafond	plâtre	peinture	mesure 1	0.5		0	
141					mesure 2	0.35			
-	A	Plinthes	Carrelage		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

-	B	Plinthes	Carrelage		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-	C	Plinthes	Carrelage		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-	D	Plinthes	Carrelage		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
142	C	Fenêtre intérieure	bois	Vernis	partie basse	8.66	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
143	C	Huisserie Fenêtre intérieure	bois	Vernis	partie basse	5.65	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
144	C	Fenêtre extérieure	bois	Vernis	partie basse	8.53	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
145	C	Huisserie Fenêtre extérieure	bois	Vernis	partie basse	3.23	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
146	A	Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	0.58		0	
147					partie haute (> 1m)	0.53			
148	A	Huisserie Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	0.17		0	
149					partie haute (> 1m)	0.14			

Rez de chaussée - Garage

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
150	A	Mur	Pierres jointées	papier peint	partie basse (< 1m)	0.49		0	
151					partie haute (> 1m)	0.35			
152	B	Mur	Pierres jointées	papier peint	partie basse (< 1m)	0.23		0	
153					partie haute (> 1m)	0.49			
154	C	Mur	Pierres jointées	papier peint	partie basse (< 1m)	0.16		0	
155					partie haute (> 1m)	0.58			
156	D	Mur	Pierres jointées	papier peint	partie basse (< 1m)	0.64		0	
157					partie haute (> 1m)	0.55			
158	A	Porte	bois	Vernis	partie basse (< 1m)	0.27		0	Absence de revêtement
159					partie haute (> 1m)	0.31			
160	A	Huisserie Porte	bois	Vernis	partie basse (< 1m)	0.02		0	
161					partie haute (> 1m)	0.52			
162	C	porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	0.65		0	
163					partie haute (> 1m)	0.55			
164	C	Huisserie porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	0.25		0	
165					partie haute (> 1m)	0.36			

Rez de chaussée - Cage escalier 1

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
166	A	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.21		0	
167					partie haute (> 1m)	0.47			
168	B	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.13		0	
169					partie haute (> 1m)	0.31			
170	C	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0		0	
171					partie haute (> 1m)	0.57			
172	D	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.44		0	
173					partie haute (> 1m)	0.01			
174		Plafond	plâtre	peinture	mesure 1	0.38		0	
175					mesure 2	0.62			
176	A	Plinthes	Bois	Vernis	mesure 1	0.61		0	
177					mesure 2	0.16			
178	B	Plinthes	Bois	Vernis	mesure 1	0.02		0	
179					mesure 2	0.37			
180	C	Plinthes	Bois	Vernis	mesure 1	0.32		0	
181					mesure 2	0.44			
182	D	Plinthes	Bois	Vernis	mesure 1	0.54		0	
183					mesure 2	0.55			
184	A	Porte	bois	vernis	partie basse (< 1m)	0.16		0	
185					partie haute (> 1m)	0.43			
186	A	Huisserie Porte	bois	vernis	partie basse (< 1m)	0.35		0	
187					partie haute (> 1m)	0.19			

Rez de chaussée - Cuisine 1

Nombre d'unités de diagnostic : 20 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
188	A	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.37		0	
189					partie haute (> 1m)	0.33			
190	B	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.04		0	
191					partie haute (> 1m)	0.38			
192	C	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.21		0	
193					partie haute (> 1m)	0.25			
194	D	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.63		0	
195					partie haute (> 1m)	0.14			
196		Plafond	plâtre	peinture	mesure 1	0.65		0	
197					mesure 2	0.34			
198	A	Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	6.05	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
199	B	Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	5.38	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
200	C	Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	4.44	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
201	D	Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	4.57	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
202	C	Fenêtre intérieure	bois	Peinture	partie basse	0.21		0	
203					partie haute	0.2			
204	C	Huisserie Fenêtre intérieure	bois	Peinture	partie basse	0.07		0	
205					partie haute	0.07			
206	C	Fenêtre extérieure	bois	Peinture	partie basse	0.14		0	
207					partie haute	0.16			
208	C	Huisserie Fenêtre extérieure	bois	Peinture	partie basse	0.25		0	
209					partie haute	0.47			
210	C	Volet	bois	peinture	partie basse	0.1		0	
211					partie haute	0.4			
212	A	Porte	bois	Peinture	partie basse (< 1m)	3.77	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

213	A	Huisserie Porte	bois	Peinture	partie basse (< 1m)	6.85	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
214	C	porte Fenêtre	bois	peinture	partie basse (< 1m)	0.48		0	
215					partie haute (> 1m)	0.14			
216	C	Huisserie porte Fenêtre	bois	peinture	partie basse (< 1m)	0.43		0	
217					partie haute (> 1m)	0.37			
218	C	Volet porte fenêtre	Bois	Peinture	partie basse	0.21		0	
219					partie haute	0.4			
220	B	Cheminée	bois	peinture	mesure 1	0.28		0	
221					mesure 2	0.35			

Rez de chaussée - Salon

Nombre d'unités de diagnostic : 19 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
222	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0.31		0	
223					partie haute (> 1m)	0.7			
224	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0.32		0	
225					partie haute (> 1m)	0.65			
226	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0.6		0	
227					partie haute (> 1m)	0.19			
228	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0.42		0	
229					partie haute (> 1m)	0.42			
230		Plafond	plâtre	peinture	mesure 1	0.11		0	
231					mesure 2	0.04			
232	A	Plinthes	bois	Vernis	mesure 1	0.23		0	
233					mesure 2	0.46			
234	B	Plinthes	bois	Vernis	mesure 1	0.21		0	
235					mesure 2	0.27			
236	C	Plinthes	bois	Vernis	mesure 1	0.61		0	
237					mesure 2	0.25			
238	D	Plinthes	bois	Vernis	mesure 1	0.65		0	
239					mesure 2	0.59			
240	B	Fenêtre intérieure	bois	Peinture	partie basse	0.44		0	
241					partie haute	0.44			
242	B	Huisserie Fenêtre intérieure	bois	Peinture	partie basse	0.51		0	
243					partie haute	0.53			
244	B	Fenêtre extérieure	bois	Peinture	partie basse	0.61		0	
245					partie haute	0.14			
246	B	Huisserie Fenêtre extérieure	bois	Peinture	partie basse	0.24		0	
247					partie haute	0.67			
248	B	Volet	bois	peinture	partie basse	0.66		0	
249					partie haute	0.02			
250	A	Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	8.19	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
251	A	Huisserie Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	4.78	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
252	B	porte Fenêtre	bois	peinture	partie basse (< 1m)	0.41		0	
253					partie haute (> 1m)	0.35			
254	B	Huisserie porte Fenêtre	bois	peinture	partie basse (< 1m)	0.39		0	
255					partie haute (> 1m)	0.1			
256	B	Volet porte fenêtre	bois	peinture	partie basse	0.48		0	
257					partie haute	0.69			

1er étage - Palier

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
258	A	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.3		0	
259					partie haute (> 1m)	0.4			
260	B	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.38		0	
261					partie haute (> 1m)	0.44			
262	C	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.44		0	
263					partie haute (> 1m)	0.21			
264	D	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.11		0	
265					partie haute (> 1m)	0.52			
266		Plafond	plâtre	peinture	mesure 1	0		0	
267					mesure 2	0.09			
268	A	Plinthes	bois	Peinture	mesure 1	7.12	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
269	B	Plinthes	bois	Peinture	mesure 1	8.46	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
270	C	Plinthes	bois	Peinture	mesure 1	6.12	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
271	D	Plinthes	bois	Peinture	mesure 1	3.1	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

1er étage - Chambre 1

Nombre d'unités de diagnostic : 19 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
272	A	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.21		0	
273					partie haute (> 1m)	0.18			
274	B	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.33		0	
275					partie haute (> 1m)	0.04			
276	C	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.67		0	
277					partie haute (> 1m)	0.57			
278	D	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.43		0	
279					partie haute (> 1m)	0.21			
280		Plafond	plâtre	peinture	mesure 1	0.12		0	
281					mesure 2	0.58			
282	A	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	5.38	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
283	B	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	2.56	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
284	C	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	3.03	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
285	D	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	4.71	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

286	D	Fenêtre intérieure	bois	Peinture	partie basse	3.5	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
287	D	Huisserie Fenêtre intérieure	bois	Peinture	partie basse	6.05	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
288	D	Fenêtre extérieure	bois	Peinture	partie basse	3.1	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
289	D	Huisserie Fenêtre extérieure	bois	Peinture	partie basse	8.33	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
290	D	Volet	bois	peinture	partie basse	0.09		0	
291					partie haute	0.39			
292	A	Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	5.24	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
293	A	Huisserie Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	2.63	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
294	D	porte Fenêtre	Bois	peinture	partie basse (< 1m)	7.66	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
295	D	Huisserie porte Fenêtre	Bois	peinture	partie basse (< 1m)	5.51	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
296	D	Volet porte fenêtre	bois	peinture	partie basse	0.46		0	
297					partie haute	0.51			

1er étage - Alcove 1

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
298	A	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.21		0	
299					partie haute (> 1m)	0.37			
300	B	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.46		0	
301					partie haute (> 1m)	0.56			
302	C	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.54		0	
303					partie haute (> 1m)	0.09			
304	D	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.59		0	
305					partie haute (> 1m)	0.56			
306		Plafond	plâtre	peinture	mesure 1	0.28		0	
307					mesure 2	0.16			
308	A	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	7.05	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
309	B	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	7.72	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
310	C	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	3.57	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
311	D	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	4.31	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

1er étage - Chambre 2

Nombre d'unités de diagnostic : 18 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
312	A	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.67		0	
313					partie haute (> 1m)	0.04			
314	B	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.46		0	
315					partie haute (> 1m)	0.25			
316	C	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.41		0	
317					partie haute (> 1m)	0.11			
318	D	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.04		0	
319					partie haute (> 1m)	0.13			
320		Plafond	plâtre	peinture	mesure 1	0.68		0	
321					mesure 2	0.29			
322	A	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	2.63	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
323	B	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	5.98	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
324	C	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	2.7	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
325	D	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	6.45	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
326	C	Fenêtre intérieure	bois	Peinture	partie basse	5.71	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
327	C	Huisserie Fenêtre intérieure	bois	Peinture	partie basse	4.37	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
328	C	Fenêtre extérieure	bois	Peinture	partie basse	4.44	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
329	C	Huisserie Fenêtre extérieure	bois	Peinture	partie basse	5.11	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
330	C	Volet	bois	peinture	partie basse	0.38		0	
331					partie haute	0.3			
332	A	Porte 1	bois	peinture	partie basse (< 1m)	2.56	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
333	A	Huisserie Porte 1	bois	peinture	partie basse (< 1m)	6.65	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
334	1	Porte 2	bois	peinture	partie basse (< 1m)	6.58	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
335	1	Huisserie Porte 2	bois	peinture	partie basse (< 1m)	7.19	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

1er étage - Palier 1

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
336	A	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0.26		0	
337					partie haute (> 1m)	0.44			
338	B	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0.39		0	
339					partie haute (> 1m)	0.25			
340	C	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0.57		0	
341					partie haute (> 1m)	0.14			
342	D	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0.25		0	
343					partie haute (> 1m)	0.49			
344		Plafond	plâtre	peinture	mesure 1	0.29		0	
345					mesure 2	0.2			

346	A	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	8.33	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
347	B	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	3.64	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
348	C	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	2.5	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
349	D	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	6.99	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

1er étage - Chambre 3

Nombre d'unités de diagnostic : 16 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
350	A	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.48		0	
351					partie haute (> 1m)	0.04			
352	B	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.41		0	
353					partie haute (> 1m)	0.65			
354	C	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.19		0	
355					partie haute (> 1m)	0.61			
356	D	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.41		0	
357					partie haute (> 1m)	0.07			
358		Plafond	plâtre	peinture	mesure 1	0.27		0	
359					mesure 2	0.07			
360	A	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	4.04	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
361	B	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	6.25	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
362	C	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	3.1	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
363	D	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	3.23	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
364	B	Fenêtre intérieure	bois	peinture	partie basse	5.91	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
365	B	Huisserie Fenêtre intérieure	bois	peinture	partie basse	2.3	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
366	B	Fenêtre extérieure	bois	peinture	partie basse	6.79	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
367	B	Huisserie Fenêtre extérieure	bois	peinture	partie basse	3.37	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
368	B	Volet	bois	peinture	partie basse	7.12	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
369	A	Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	8.13	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
370	A	Huisserie Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	5.04	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

1er étage - Alcove 2

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
371	A	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.38		0	
372					partie haute (> 1m)	0.58			
373	B	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.4		0	
374					partie haute (> 1m)	0.09			
375	C	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.6		0	
376					partie haute (> 1m)	0.04			
377	D	Mur	plâtre	peinture	partie basse (< 1m)	0.7		0	
378					partie haute (> 1m)	0.28			
379		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0.51		0	
380					mesure 2	0.51			
381	A	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	3.37	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
382	B	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	6.45	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
383	C	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	8.06	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
384	D	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	5.18	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
385		Porte	bois	Vernis	partie basse (< 1m)	0.57		0	
386					partie haute (> 1m)	0.12			
387		Huisserie Porte	bois	Vernis	partie basse (< 1m)	0.54		0	
388					partie haute (> 1m)	0.37			

1er étage - Chambre 4

Nombre d'unités de diagnostic : 16 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
389	A	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.32		0	
390					partie haute (> 1m)	0.26			
391	B	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.29		0	
392					partie haute (> 1m)	0.17			
393	C	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.17		0	
394					partie haute (> 1m)	0.2			
395	D	Mur	plâtre	papier peint	partie basse (< 1m)	0.46		0	
396					partie haute (> 1m)	0.21			
397		Plafond	plâtre	peinture	mesure 1	0.12		0	
398					mesure 2	0.49			
399	A	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	6.52	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
400	B	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	2.77	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
401	C	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	8.66	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
402	D	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	7.72	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
403	D	Fenêtre intérieure	bois	peinture	partie basse	8.13	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
404	D	Huisserie Fenêtre intérieure	bois	peinture	partie basse	3.57	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

405	D	Fenêtre extérieure	bois	peinture	partie basse	4.57	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
406	D	Huisserie Fenêtre extérieure	bois	peinture	partie basse	6.92	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
407	D	Volet	bois	peinture	partie basse	4.37	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
408	A	Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	8.8	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
409	A	Huisserie Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	8.26	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

1er étage - Alcove 3

Nombre d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
410	A	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0.25		0	
411					partie haute (> 1m)	0.61			
412	B	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0.37		0	
413					partie haute (> 1m)	0.18			
414	C	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0.65		0	
415					partie haute (> 1m)	0.17			
416	D	Mur	plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0.55		0	
417					partie haute (> 1m)	0.7			
418		Plafond	plâtre	peinture	mesure 1	0.66		0	
419					mesure 2	0.3			
420	A	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	3.23	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
421	B	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	4.91	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
422	C	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	6.99	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
423	D	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	4.31	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
424	C	Fenêtre intérieure	bois	peinture	partie basse	0.04		0	
425					partie haute	0.67			
426	C	Huisserie Fenêtre intérieure	bois	peinture	partie basse	0.7		0	
427					partie haute	0.19			
428	C	Fenêtre extérieure	bois	peinture	partie basse	0.68		0	
429					partie haute	0.13			
430	C	Huisserie Fenêtre extérieure	bois	peinture	partie basse	0.19		0	
431					partie haute	0.09			
432		Porte	bois	Vernis	partie basse (< 1m)	0.18		0	
433					partie haute (> 1m)	0.66			
434		Huisserie Porte	bois	Vernis	partie basse (< 1m)	0.51		0	
435					partie haute (> 1m)	0.49			

1er étage - Chambre 5

Nombre d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
436	A	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0.12		0	
437					partie haute (> 1m)	0			
438	B	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0.18		0	
439					partie haute (> 1m)	0.02			
440	C	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0.29		0	
441					partie haute (> 1m)	0.04			
442	D	Mur	plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0.65		0	
443					partie haute (> 1m)	0.14			
-		Plafond	Bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
444	D	Fenêtre intérieure	bois	peinture	partie basse	4.98	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
445	D	Huisserie Fenêtre intérieure	bois	peinture	partie basse	3.1	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
446	D	Fenêtre extérieure	bois	peinture	partie basse	4.71	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
447	D	Huisserie Fenêtre extérieure	bois	peinture	partie basse	7.25	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
448	D	Volet	bois	peinture	partie basse	5.51	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
449	A	Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	8.73	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
450	A	Huisserie Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	6.65	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

1er étage - Salle de bain

Nombre d'unités de diagnostic : 16 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
-	A	Mur	plâtre	papier peint et faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	B	Mur	plâtre	papier peint et faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	C	Mur	plâtre	papier peint et faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	D	Mur	plâtre	papier peint et faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
451		Plafond	plâtre	peinture	mesure 1	0.35		0	
452					mesure 2	0.06			
453	A	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	6.05	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
454	B	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	8.53	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
455	C	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	4.31	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
456	D	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	5.98	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
457	C	Fenêtre intérieure	bois	peinture	partie basse	6.65	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
458	C	Huisserie Fenêtre intérieure	bois	peinture	partie basse	4.17	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
459	C	Fenêtre extérieure	bois	peinture	partie basse	5.51	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
460	C	Huisserie Fenêtre extérieure	bois	peinture	partie basse	5.04	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

461	C	Volet	bois	peinture	partie basse	5.18	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
462		Porte	bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0.28		0	
463	partie haute (> 1m)				0.26				
464		Huisserie Porte	bois	Peinture	partie basse (< 1m)	0.13		0	
465	partie haute (> 1m)				0.13				

1er étage - Comble

Nombre d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

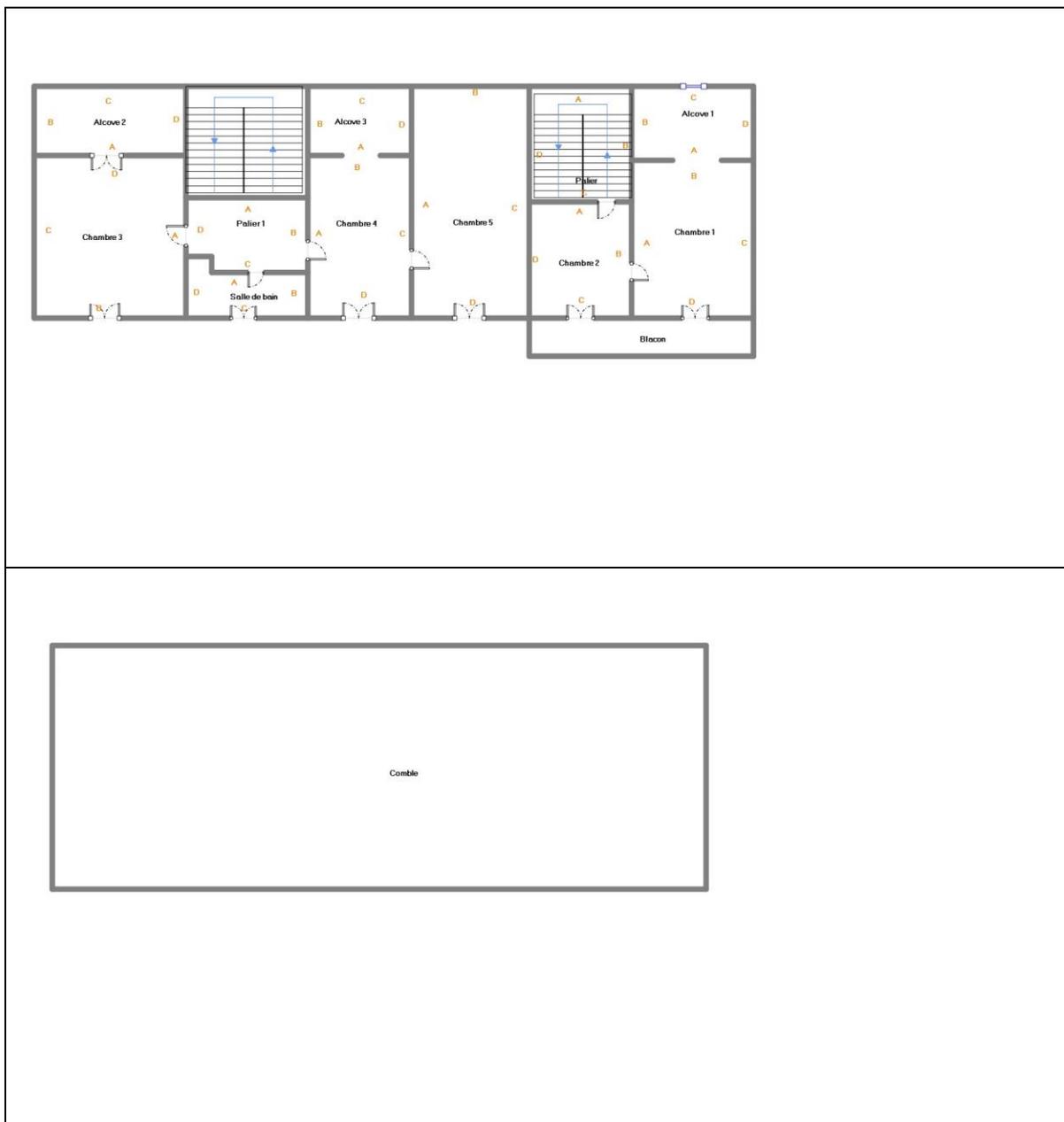
N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
-	A	Mur	Pierres jointées		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-	B	Mur	Pierres jointées		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-	C	Mur	Pierres jointées		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-	D	Mur	Pierres jointées		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
466		Plafond	Charpente bois	Tuiles	mesure 1	0.36		0	
467	mesure 2				0.69				
468	A	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	7.25	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
469	B	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	2.36	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
470	C	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	5.85	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
471	D	Plinthes	bois	peinture	mesure 1	4.37	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
472	C	Fenêtre intérieure	bois	peinture	partie basse	8.33	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
473	C	Huisserie Fenêtre intérieure	bois	peinture	partie basse	4.98	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
474	C	Fenêtre extérieure	bois	peinture	partie basse	5.71	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
475	C	Huisserie Fenêtre extérieure	bois	peinture	partie basse	4.98	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
476		Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	2.5	Etat d'usage (Usure par friction)	2	
477		Huisserie Porte	bois	peinture	partie basse (< 1m)	6.65	Etat d'usage (Usure par friction)	2	

NM : Non mesuré car l'unité de diagnostic n'est pas visée par la réglementation.

* L'état de conservation sera, le cas échéant, complété par la nature de la dégradation.

Localisation des mesures sur croquis de repérage





6. Conclusion

6.1 Classement des unités de diagnostic

Les mesures de concentration en plomb sont regroupées dans le tableau de synthèse suivant :

	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	323	22	175	0	126	0
%	100	7 %	54 %	0 %	39 %	0 %

6.2 Recommandations au propriétaire

Le plomb (principalement la céruse) contenu dans les revêtements peut provoquer une intoxication des personnes, en particulier des jeunes enfants, dès lors qu'il est inhalé ou ingéré. Les travaux qui seraient conduits sur les surfaces identifiées comme recouvertes de peinture d'une concentration surfacique en plomb égale ou supérieure à 1 mg/cm² devront s'accompagner

de mesures de protection collectives et individuelles visant à contrôler la dissémination de poussières toxiques et à éviter toute exposition au plomb tant pour les intervenants que pour les occupants de l'immeuble et la population environnante.

Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

Du fait de la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur et de la nature des dégradations constatées (non dégradé, non visible, état d'usage) sur certaines unités de diagnostic, le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

6.3 Commentaires

Constatations diverses :

Le diagnostic se limite aux zones habitables rendues visibles et accessibles par le propriétaire

Validité du constat :

Du fait de la présence de revêtement contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, le présent constat a une durée de validité de 1 an (jusqu'au 18/06/2021).

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

M. DIEUZEIDE CLAUDE

6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti

(Au sens des articles 1 et 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb)

Situations de risque de saturnisme infantile

NON	Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3
NON	L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3

Situations de dégradation de bâti

OUI	Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré
NON	Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures, de ruissellements ou d'écoulements d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce
NON	Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité.

6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé

OUI	Si le constat identifie au moins l'une de ces cinq situations, son auteur transmet, dans un délai de cinq jours ouvrables, une copie du rapport au directeur général de l'agence régionale de santé d'implantation du bien expertisé en application de l'article L.1334-10 du code de la santé publique.
-----	--

En application de l'Article R.1334-10 du code de la santé publique, l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement

Remarque : Le constat fait apparaître la présence de facteurs de dégradation (au sens de l'article 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb. Nous avons donc, conformément à l'article L 1334-10 du Code de la Santé Publique, transmis immédiatement une copie du rapport au représentant de l'état dans le département d'implantation du bien expertisé.

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par LCC QUALIXPERT - 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)

Fait à **MAUBOURGUET**, le **19/06/2020**

Par : **Mr HOLZER Frédéric**



7. Obligations d'informations pour les propriétaires

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme, Article R.1334-12 du code de la santé publique :

« L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement. »

« Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale. »

Article L1334-9 :

Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

8. Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb

8.1 Textes de référence

Code de la santé publique :

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 07 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Code de la construction et de l'habitat :

- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;

- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :

- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

8.2 Ressources documentaires

Documents techniques :

- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, Aide au choix d'une technique de traitement, OPPBTP, FFB, CEBTP, Éditions OPPBTP 4e trimestre 2001 ;
- Document ED 909 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb».

Sites Internet :

- **Ministère chargé de la santé** (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) : <http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- **Ministère chargé du logement** : <http://www.logement.gouv.fr>
- **Agence nationale de l'habitat (ANAH)** : <http://www.anah.fr/> (fiche *Peintures au plomb* disponible, notamment)
- **Institut national de recherche et de sécurité (INRS)** : <http://www.inrs.fr/> (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

9. Annexes

9.1 Notice d'Information

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez, comporte des revêtements contenant du plomb : sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradés à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et la poussière ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégagant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent.
- Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords des fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb : prenez des précautions

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux. Avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent être parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- **Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;**
- **Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb**

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.

9.2 Illustrations

9.3 Analyses chimiques du laboratoire

Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.



Certificat N° C2654

Monsieur Frédéric HOLZER

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 Juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Diagnostic de performance énergétique Individuel	Certificat valable Du 10/07/2017 au 09/07/2022	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations Intérieures d'électricité	Certificat valable Du 04/04/2017 au 03/04/2022	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	Certificat valable Du 21/02/2017 au 20/02/2022	Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	Certificat valable Du 19/01/2018 au 18/01/2023	Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Amlante avec mention	Certificat valable Du 10/10/2017 au 20/02/2022	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Constat de risque d'exposition au plomb	Certificat valable Du 04/04/2017 au 03/04/2022	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de

Date d'établissement le vendredi 19 janvier 2018

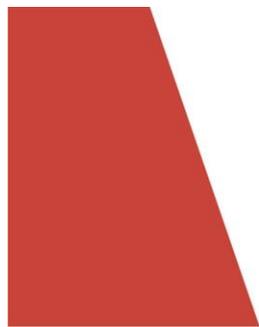
Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LCC 17, rue Bonnel - 81100 CASTRES

F09 Certification de compétence version K 140415
Tél. 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com

sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018



DIAG AFFAIRE

EXPERTISE IMMOBILIÈRE

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti (listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : DIEUZEIDE/650101285
Date du repérage : 19/06/2020

Références réglementaires

Textes réglementaires	Articles L 271-4 à L 271-6 du code de la construction et de l'habitation, Art. L. 1334-13, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique; Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1 ^{er} juin 2015.
-----------------------	--

Immeuble bâti visité

Adresse	Rue : 51 RUE HORCAT Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: Lot numéro : NC, Code postal, ville : . 65700 MAUBOURGUET Section cadastrale NC, Parcelle numéro NC,
Périmètre de repérage :
Type de logement : Maison de 150 à 200 m²
Fonction principale du bâtiment : Habitation (maison individuelle)
Date de construction : < 1949

Le propriétaire et le commanditaire

Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : ... M. DIEUZEIDE CLAUDE Adresse : 5 PROMENADE PAUL DOUMER 92400 COURBEVOIE
Le commanditaire	Nom et prénom : ... M. DIEUZEIDE CLAUDE Adresse : 5 PROMENADE PAUL DOUMER 92400 COURBEVOIE

Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ----- Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	Mr HOLZER Frédéric	Opérateur de repérage	LCC QUALIXPERT 17 rue Borrel 81100 CASTRES	Obtention : 10/10/2017 Échéance : 20/02/2022 N° de certification : C2654

Raison sociale de l'entreprise : **DIAG AFFAIRE** (Numéro SIRET : **830 253 688 00014**)
Adresse : **6 Bis Avenue de la Marne, 65000 TARBES**
Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA FRANCE IARD**
Numéro de police et date de validité : **10404029804 / 31/12/2019**

Le rapport de repérage

Date d'émission du rapport de repérage : 24/06/2020, remis au propriétaire le 24/06/2020
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 18 pages, la conclusion est située en page 2.

Sommaire

- 1 Les conclusions**
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses**
- 3 La mission de repérage**
 - 3.1 L'objet de la mission
 - 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage**
 - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
 - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
 - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux arrêtés en vigueur
 - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage**
 - 5.0 Identification des matériaux repérés de la liste A et B
 - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
 - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
- 6 Signatures**
- 7 Annexes**

1. – Les conclusions

Avertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

1.1 Liste A : Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré

- de matériaux ou produits de la liste A susceptibles de contenir de l'amiante.

1.1 Liste B : Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il a été repéré :

- des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sur connaissance de l'opérateur :
Conduits (1er étage - Comble) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fourni en annexe de ce rapport, il est rappelé la nécessité d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

Adresse :

Numéro de l'accréditation Cofrac :

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la vente de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément à la législation en vigueur.

Pour s'exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit qu' «en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.»

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique.»

L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9

Important : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de

Liste A	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds	Flocages
	Calorifugeages
	Faux plafonds

Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
<i>1. Parois verticales intérieures</i>	
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés
	Revêtement dur (plaques de menuiseries)
	Revêtement dur (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (carton)
	Entourages de poteaux (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (matériau sandwich)
	Entourages de poteaux (carton+plâtre)
Coffrage perdu	
Cloisons (légères et préfabriquées), Gaines et Coffres verticaux	Enduits projetés
	Panneaux de cloisons
<i>2. Planchers et plafonds</i>	
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gaines et Coffres Horizontaux	Enduits projetés
	Panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
<i>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</i>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits
	Enveloppes de calorifuges
Clapets / volets coupe-feu	Clapets coupe-feu
	Volets coupe-feu
	Rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses)
	Joints (bandes)
Vide-ordures	Conduits
<i>4. Eléments extérieurs</i>	
Toitures	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Accessoires de couvertures (composites)
	Accessoires de couvertures (fibres-ciment)
	Bardages bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Panneaux (composites)
	Panneaux (fibres-ciment)
Conduits en toiture et façade	Conduites d'eaux pluviales en amiante-ciment
	Conduites d'eaux usées en amiante-ciment
	Conduites de fumée en amiante-ciment

l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

Rez de chaussée - Entrée,	1er étage - Palier,
Rez de chaussée - Séjour,	1er étage - Chambre 1,
Rez de chaussée - Cuisine,	1er étage - Alcove 1,
Rez de chaussée - Placard,	1er étage - Chambre 2,
Rez de chaussée - Placard 1,	1er étage - Palier 1,
Rez de chaussée - Cage escalier,	1er étage - Chambre 3,
Rez de chaussée - Dégagement,	1er étage - Alcove 2,
Rez de chaussée - Wc,	1er étage - Chambre 4,
Rez de chaussée - Garage,	1er étage - Alcove 3,
Rez de chaussée - Cage escalier 1,	1er étage - Chambre 5,
Rez de chaussée - Cuisine 1,	1er étage - Salle de bain,
Rez de chaussée - Salon,	1er étage - Comble

Localisation	Description
Rez de chaussée - Placard	Sol : Béton Mur A, B, C, D : Béton et Peinture Porte A : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Placard 1	Sol : Béton Mur A, B, C, D : Béton et Peinture Porte A : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Cuisine	Sol : Carrelage Mur A, B, C, D : plâtre et peinture et faïence Plafond : lambris bois et vernis Plinthes A, B, C, D : Carrelage et vernis Fenêtre 1 B : Bois et Peinture Fenêtre 2 B : Bois et Peinture Porte A : Bois et Peinture Cheminée C : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Séjour	Sol : Carrelage Mur A, B, C, D : plâtre et peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes A, B, C, D : bois et vernis Fenêtre B : Bois et Peinture Volet B : Bois et Peinture Porte A : Bois et Vernis Sousbassement Mur A, B, C, D : Lambris bois et Vernis
Rez de chaussée - Entrée	Sol : Carrelage Mur A, B, C, D : plâtre et peinture Plafond : lambris bois et vernis Plinthes A, B, C, D : bois et vernis Porte A : Bois et Vernis Embrasure porte A : Plâtre et Peinture
Rez de chaussée - Cage escalier	Sol : Parquet Mur A, B, C, D : Plâtre et Papier peint Plafond : Plâtre et vernis Plinthes A, B, C, D : Bois et vernis
Rez de chaussée - Dégagement	Sol : Carrelage Mur A, B, C, D : plâtre et papier peint Plafond : Bois et Peinture Porte A : bois et peinture porte 1 A : Bois et peinture porte 2 B : Bois et peinture
Rez de chaussée - Wc	Sol : Carrelage Mur A, B, C, D : plâtre et papier peint Plafond : plâtre et peinture Plinthes A, B, C, D : Carrelage Fenêtre C : bois et Vernis Porte A : bois et peinture

Localisation	Description
Rez de chaussée - Garage	Sol : Béton Mur A, B, C, D : Pierres jointées et papier peint Plafond : Bois Porte A : bois et Vernis porte C : bois et peinture
Rez de chaussée - Cage escalier 1	Sol : Carrelage Mur A, B, C, D : plâtre et papier peint Plafond : plâtre et peinture Plinthes A, B, C, D : Bois et Vernis Porte A : bois et vernis
Rez de chaussée - Cuisine 1	Sol : Carrelage Mur A, B, C, D : plâtre et papier peint Plafond : plâtre et peinture Plinthes A, B, C, D : Bois et Peinture Fenêtre C : bois et Peinture Volet C : bois et peinture Porte A : bois et Peinture porte Fenêtre C : bois et peinture Volet porte fenêtre C : Bois et Peinture Cheminée B : bois et peinture
Rez de chaussée - Salon	Sol : Parquet Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : plâtre et peinture Plinthes A, B, C, D : bois et Vernis Fenêtre B : bois et Peinture Volet B : bois et peinture Porte A : bois et peinture porte Fenêtre B : bois et peinture Volet porte fenêtre B : bois et peinture
1er étage - Palier	Sol : parquet bois Mur A, B, C, D : plâtre et peinture Plafond : plâtre et peinture Plinthes A, B, C, D : bois et Peinture
1er étage - Chambre 1	Sol : parquet bois Mur A, B, C, D : plâtre et peinture Plafond : plâtre et peinture Plinthes A, B, C, D : bois et peinture Fenêtre D : bois et Peinture Volet D : bois et peinture Porte A : bois et peinture porte Fenêtre D : Bois et peinture Volet porte fenêtre D : bois et peinture
1er étage - Chambre 2	Sol : parquet bois Mur A, B, C, D : plâtre et peinture Plafond : plâtre et peinture Plinthes A, B, C, D : bois et peinture Fenêtre C : bois et Peinture Volet C : bois et peinture Porte 1 A : bois et peinture Porte 2 1 : bois et peinture
1er étage - Alcove 1	Sol : parquet bois Mur A, B, C, D : plâtre et peinture Plafond : plâtre et peinture Plinthes A, B, C, D : bois et peinture
1er étage - Palier 1	Sol : parquet bois Mur A, B, C, D : plâtre et Papier peint Plafond : plâtre et peinture Plinthes A, B, C, D : bois et peinture
1er étage - Chambre 3	Sol : parquet bois Mur A, B, C, D : plâtre et papier peint Plafond : plâtre et peinture Plinthes A, B, C, D : bois et peinture Fenêtre B : bois et peinture Volet B : bois et peinture Porte A : bois et peinture
1er étage - Chambre 4	Sol : parquet bois Mur A, B, C, D : plâtre et papier peint Plafond : plâtre et peinture Plinthes A, B, C, D : bois et peinture Fenêtre D : bois et peinture Volet D : bois et peinture Porte A : bois et peinture
1er étage - Chambre 5	Sol : parquet bois Mur A, B, C, D : plâtre et Peinture Plafond : Bois Fenêtre D : bois et peinture Volet D : bois et peinture Porte A : bois et peinture
1er étage - Alcove 2	Sol : parquet bois Mur A, B, C, D : plâtre et peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes A, B, C, D : bois et peinture Porte : bois et Vernis

Localisation	Description
1er étage - Alcove 3	Sol : parquet bois Mur A, B, C, D : plâtre et Papier peint Plafond : plâtre et peinture Plinthes A, B, C, D : bois et peinture Fenêtre C : bois et peinture Porte : bois et Vernis
1er étage - Salle de bain	Sol : Plastique lino Mur A, B, C, D : plâtre et papier peint et faïence Plafond : plâtre et peinture Plinthes A, B, C, D : bois et peinture Fenêtre C : bois et peinture Volet C : bois et peinture Porte : bois et Peinture
1er étage - Comble	Sol : Plachet bois Mur A, B, C, D : Pierres jointées Plafond : Charpente bois et Tuiles Plinthes A, B, C, D : bois et peinture Fenêtre C : bois et peinture Porte : bois et peinture

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Non
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Non
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Oui

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 02/06/2020

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 19/06/2020

Heure d'arrivée : 14:00

Durée du repérage : 02 h 35

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : M. DIEUZEIDE CLAUDE

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux arrêtés en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions des arrêtés.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	X	-
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables	X		

4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

5. – Résultats détaillés du repérage

5.0.1 Liste des matériaux repérés de la liste A

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation	Commentaires
Néant	-			

Aucun autre matériau de la liste A n'a été repéré dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6

5.0.1 Liste des matériaux repérés de la liste B

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation	Commentaires
1er étage - Comble	Identifiant: ZPSO-001 Description: Conduits Composant de la construction: Conduits de fluides (air, eau, autres fluides) Partie à sonder: Conduits Localisation sur croquis : ZPSO-001	Présence d'amiante (Sur connaissance de l'opérateur)	Score EP (Z-III-RF)	Voir les Mesures d'ordre général - Obligations réglementaires

Aucun autre matériau de la liste B n'a été repéré dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6

5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*	Photo
1er étage - Comble	<p>Identifiant: ZPSO-001 Description: Conduits Composant de la construction: Conduits de fluides (air, eau, autres fluides) Partie à sonder: Conduits Liste selon annexe.13-9 du CSP : B Localisation sur croquis : ZPSO-001</p>	<p>Présence d'amiante (Sur connaissance de l'opérateur)</p>	<p>Matériau non dégradé</p> <p>Résultat EP**</p> <p>Préconisation : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.</p> <p>Recommandation : Voir les Mesures d'ordre général – Obligations réglementaires</p>	

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport
 ** détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

Nota : il est mentionné la nécessité d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

6. – Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)**

Fait à **MAUBOURGUET**, le **19/06/2020**

Par : **Mr HOLZER Frédéric**



Cachet de l'entreprise

EURL DIAG AFFAIRE
19 RUE PYRENE 65500 MARSAC
Tel : 06.46.09.37.35 / Mail : contact@diagaffaire.fr
SIRET : 830 253 688 00014 / APE : 7120 B
TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR23830255688

ANNEXES**Au rapport de mission de repérage n° DIEUZEIDE/650101285****Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes

7 Annexes

7.1 Schéma de repérage

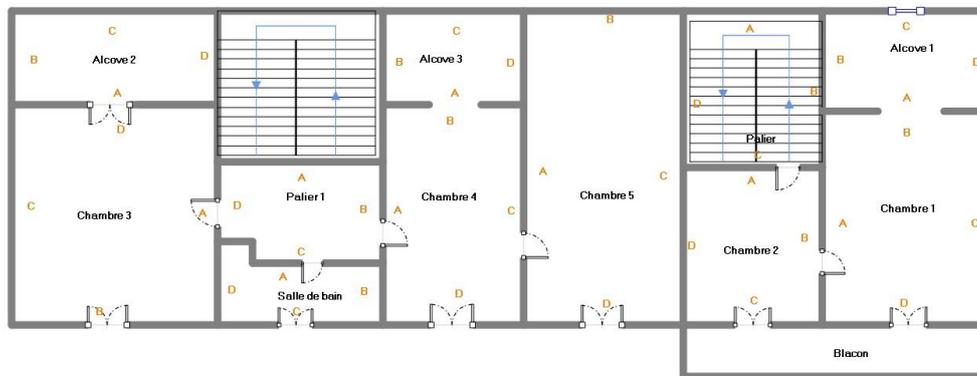
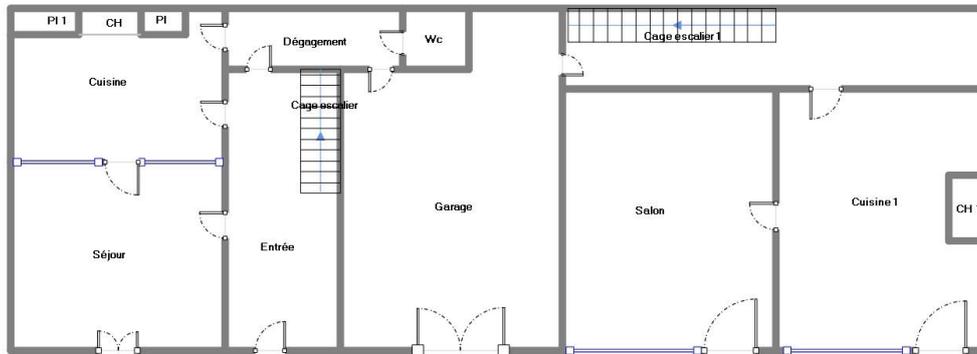
7.2 Rapports d'essais

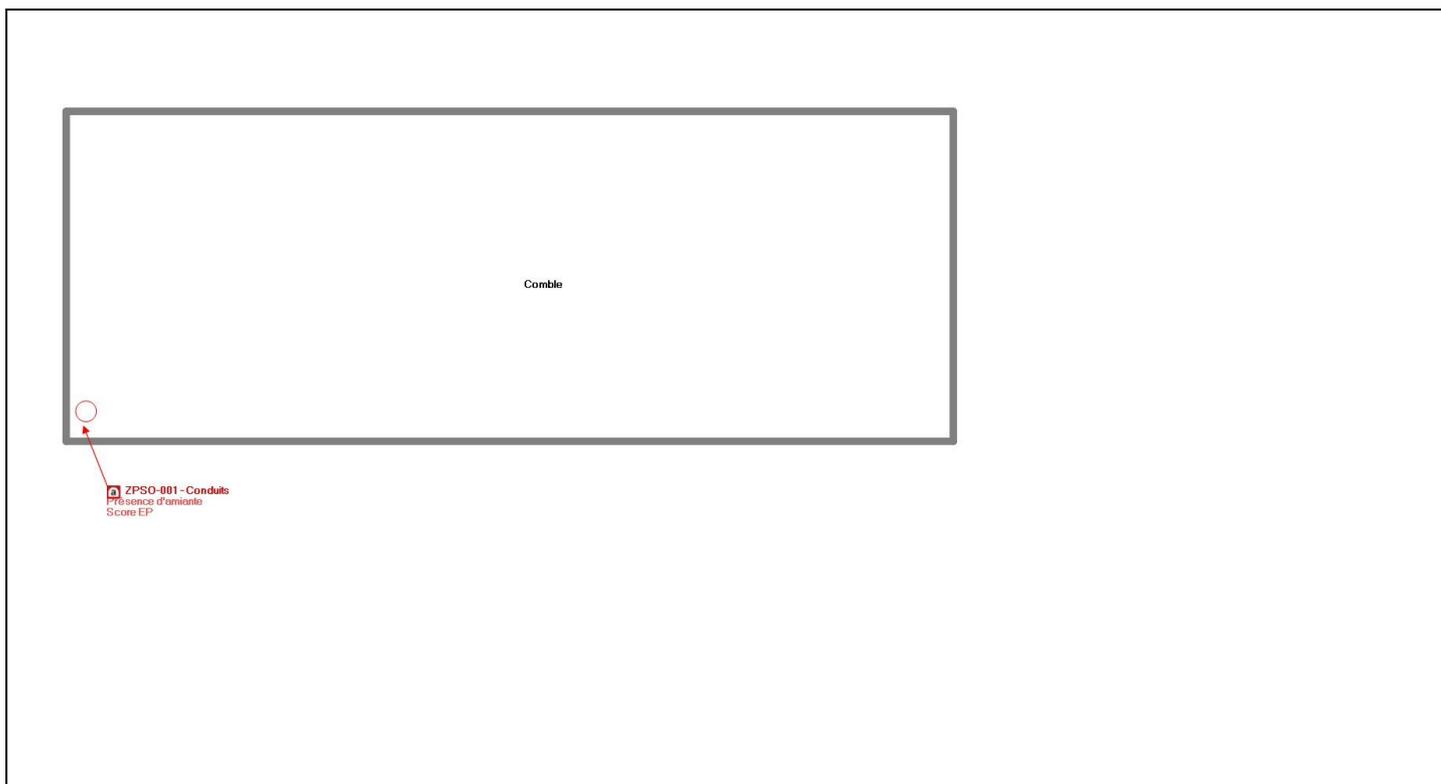
7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

7.4 Conséquences réglementaires et recommandations

7.5 Documents annexés au présent rapport

7.1 - Annexe - Schéma de repérage





Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	<p>Nom du propriétaire : M. DIEUZEIDE CLAUDE Adresse du bien : 51 RUE HORCAT 65700 MAUBOURGUET</p>
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

Photos



Localisation : 1er étage - Comble
 Ouvrage : Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)
 Partie d'ouvrage : Conduits
 Description : Conduits
 Localisation sur croquis : ZPSO-001

7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
-	-	-	-	-

Copie des rapports d'essais :

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Etat de conservation du matériau ou produit		Risque de dégradation		
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/>	EP
			risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>	ponctuelle <input type="checkbox"/>	risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/>	EP
			risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
	généralisée <input type="checkbox"/>	risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2	
				AC2

Dossier n° DIEUZEIDE/650101285
Date de l'évaluation : 19/06/2020
Bâtiment / local ou zone homogène : 1er étage - Comble
Identifiant Matériau : ZPSO-001
Matériau : Conduits
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations**Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A**

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrément dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrément au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrément mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrément ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrément mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrément inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrément dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrément dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

- Réalisation d'une « évaluation périodique »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
 - Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
 - Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
- Réalisation d'une « action corrective de premier niveau »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
 - Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
 - Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
 - Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
 - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
- Réalisation d'une « action corrective de second niveau »**, qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
 - Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrément est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
 - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
 - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.
- En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

7.5 - Annexe - Autres documents

Votre Agent Général
MM LALANNE ET BAGET
1 AV DE LA MARNE
65000 TARBES
 **0562346249**



Assurance et Banque

N°ORIAS **17 006 424 (MARC BAGET RABAROU)**
07 013 631 (PIERRE LALANNE)
Site ORIAS www.orias.fr

SARL ,DIAG AFFAIRE
19 RUE PYRENE
65500 MARSAC

Votre contrat

Responsabilité Civile Prestataire
Souscrit le **01/01/2019**

Vos références

Contrat
10404029804
Client
2938023404

Date du courrier
19 février 2020

Votre attestation Responsabilité Civile Prestataire

AXA France IARD atteste que :
DIAG AFFAIRE

Est titulaire du contrat d'assurance n° **10404029804** ayant pris effet le **01/01/2019**.
Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS

La garantie s'exerce à concurrence des montants de garanties figurant dans le tableau ci-après.

La présente attestation est valable du **19/02/2020** au **01/01/2021** et ne peut engager l'assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Matthieu Bébéar
Directeur Général Délégué



Vos références

Contrat
10404029804
Client
2938023404

Nature des garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
Tous dommages corporels, matériels et Immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe "autres garanties" ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont : Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
Dommages matériels et Immatériels consécutifs confondus	1 200 000 € par année d'assurance

Autres garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus)(article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Responsabilité civile professionnelle (tous dommages confondus)	500 000 € par année d'assurance dont 300 000 € par sinistre
Dommages Immatériels non consécutifs autres que ceux visés par l'obligation d'assurance (article 3.2 des conditions générales)	150 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

C.G. : Conditions Générales du contrat.

AXA France IARD. S.A. au capital de 214 799 090 €. 722 057 460 R.C.S. PARIS. TVA intracommunautaire n° FR 14 22 057 460 • AXA France Vie. S.A. au capital de 487 725 073,50 €. 310 499 959 R.C.S Paris. TVA intracommunautaire n° FR 62 310 499 959 • AXA Assurances IARD Mutuelle. Société d'Assurance Mutuelle à cotisations fixes contre l'incendie, les accidents et risques divers Siren 775 699 309. TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 309 • AXA Assurances Vie Mutuelle. Société d'Assurance Mutuelle sur la vie et de capitalisation à cotisations fixes. Siren 353 457 245 - TVA intracommunautaire n° FR 48 353 457 245 - Sièges sociaux : 313 Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre cedex • **Entreprises régies par le Code des Assurances**. Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance France Assurances

2/2



Certificat N° C2654

Monsieur Frédéric HOLZER

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Diagnostic de performance énergétique individuel	Certificat valable Du 10/07/2017 au 09/07/2022	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations Intérieures d'électricité	Certificat valable Du 04/04/2017 au 03/04/2022	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	Certificat valable Du 21/02/2017 au 20/02/2022	Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	Certificat valable Du 19/01/2018 au 18/01/2023	Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Ambiante avec mention	Certificat valable Du 10/10/2017 au 20/02/2022	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Constat de risque d'exposition au plomb	Certificat valable Du 04/04/2017 au 03/04/2022	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement le vendredi 19 janvier 2018

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

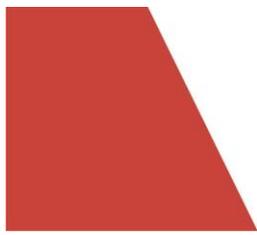
LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES

F09 Certification de compétence version K 140415

Tél. 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com

sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible



Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment

Numéro de dossier : DIEUZEIDE/650101285
Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 03-201 – Février 2016
Date du repérage : 19/06/2020
Heure d'arrivée : 14:00
Temps passé sur site : 01 h 56

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : **Hautes-Pyrénées**
Adresse : **51 RUE HORCAT**
Commune : **65700 MAUBOURGUET**
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

..... **Lot numéro : NC,**
Section cadastrale NC, Parcelle numéro NC,

Informations collectées auprès du donneur d'ordre :

- Présence de traitements antérieurs contre les termites**
 Présence de termites dans le bâtiment
 Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 112-4 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 1/11/2006

Documents fournis:

..... **Néant**
Désignation du (ou des) bâtiment(s) et périmètre de repérage :
..... **Habitation (maison individuelle)**

Situation du bien en regard d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 133-5 du CCH :
..... **Le bien est situé dans une zone soumise à un arrêté préfectoral:**
65700 MAUBOURGUET (Information au 27/01/2020)
Niveau d'infestation faible
26/05/2009 - Arrêté préfectoral - n°20091346.08

B. - Désignation du client

Désignation du client :

Nom et prénom : **M. DIEUZEIDE CLAUDE**
Adresse : **5 PROMENADE PAUL DOUMER 92400 COURBEVOIE**

Si le client n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Propriétaire**
Nom et prénom : **M. DIEUZEIDE CLAUDE**
Adresse : **5 PROMENADE PAUL DOUMER**
92400 COURBEVOIE

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **Mr HOLZER Frédéric**
Raison sociale et nom de l'entreprise : **DIAG AFFAIRE**
Adresse : **6 Bis Avenue de la Marne**
65000 TARBES
Numéro SIRET : **830 253 688 00014**
Désignation de la compagnie d'assurance : ... **AXA FRANCE IARD**
Numéro de police et date de validité : **10404029804 / 31/12/2019**
Certification de compétence **C2654** délivrée par : **LCC QUALIXPERT, le 21/02/2017**

D. - Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :

Liste des pièces visitées :

Rez de chaussée - Entrée,	1er étage - Palier,
Rez de chaussée - Séjour,	1er étage - Chambre 1,
Rez de chaussée - Cuisine,	1er étage - Alcove 1,
Rez de chaussée - Placard,	1er étage - Chambre 2,
Rez de chaussée - Placard 1,	1er étage - Palier 1,
Rez de chaussée - Cage escalier,	1er étage - Chambre 3,
Rez de chaussée - Dégagement,	1er étage - Alcove 2,
Rez de chaussée - Wc,	1er étage - Chambre 4,
Rez de chaussée - Garage,	1er étage - Alcove 3,
Rez de chaussée - Cage escalier 1,	1er étage - Chambre 5,
Rez de chaussée - Cuisine 1,	1er étage - Salle de bain,
Rez de chaussée - Salon,	1er étage - Comble

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
Rez de chaussée		
Entrée	Sol - Carrelage Mur - A, B, C, D - plâtre et peinture Plafond - lambris bois et vernis Plinthes - A, B, C, D - bois et vernis Porte - A - Bois et Vernis Embrasure porte - A - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Séjour	Sol - Carrelage Mur - A, B, C, D - plâtre et peinture Plafond - Plâtre et Peinture Plinthes - A, B, C, D - bois et vernis Fenêtre - B - Bois et Peinture Volet - B - Bois et Peinture Porte - A - Bois et Vernis Sousbassement Mur - A, B, C, D - Lambris bois et Vernis	Absence d'indices d'infestation de termites
Cuisine	Sol - Carrelage Mur - A, B, C, D - plâtre et peinture et faïence Plafond - lambris bois et vernis Plinthes - A, B, C, D - Carrelage et vernis Fenêtre 1 - B - Bois et Peinture Fenêtre 2 - B - Bois et Peinture Porte - A - Bois et Peinture Cheminée - C - Bois et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Placard	Sol - Béton Mur - A, B, C, D - Béton et Peinture Porte - A - Bois et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Placard 1	Sol - Béton Mur - A, B, C, D - Béton et Peinture Porte - A - Bois et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Cage escalier	Sol - Parquet Mur - A, B, C, D - Plâtre et Papier peint Plafond - Plâtre et vernis Plinthes - A, B, C, D - Bois et vernis	Absence d'indices d'infestation de termites
Dégagement	Sol - Carrelage Mur - A, B, C, D - plâtre et papier peint Plafond - Bois et Peinture Porte - A - bois et peinture porte 1 - A - Bois et peinture porte 2 - B - Bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Wc	Sol - Carrelage Mur - A, B, C, D - plâtre et papier peint Plafond - plâtre et peinture Plinthes - A, B, C, D - Carrelage Fenêtre - C - bois et Vernis Porte - A - bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
Garage	Sol - Béton Mur - A, B, C, D - Pierres jointées et papier peint Plafond - Bois Porte - A - bois et Vernis porte - C - bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Cage escalier 1	Sol - Carrelage Mur - A, B, C, D - plâtre et papier peint Plafond - plâtre et peinture Plinthes - A, B, C, D - Bois et Vernis Porte - A - bois et vernis	Absence d'indices d'infestation de termites
Cuisine 1	Sol - Carrelage Mur - A, B, C, D - plâtre et papier peint Plafond - plâtre et peinture Plinthes - A, B, C, D - Bois et Peinture Fenêtre - C - bois et Peinture Volet - C - bois et peinture Porte - A - bois et Peinture porte Fenêtre - C - bois et peinture Volet porte fenêtre - C - Bois et Peinture Cheminée - B - bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Salon	Sol - Parquet Mur - A, B, C, D - plâtre et Peinture Plafond - plâtre et peinture Plinthes - A, B, C, D - bois et Vernis Fenêtre - B - bois et Peinture Volet - B - bois et peinture Porte - A - bois et peinture porte Fenêtre - B - bois et peinture Volet porte fenêtre - B - bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
1er étage		
Palier	Sol - parquet bois Mur - A, B, C, D - plâtre et peinture Plafond - plâtre et peinture Plinthes - A, B, C, D - bois et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Chambre 1	Sol - parquet bois Mur - A, B, C, D - plâtre et peinture Plafond - plâtre et peinture Plinthes - A, B, C, D - bois et peinture Fenêtre - D - bois et Peinture Volet - D - bois et peinture Porte - A - bois et peinture porte Fenêtre - D - Bois et peinture Volet porte fenêtre - D - bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Alcove 1	Sol - parquet bois Mur - A, B, C, D - plâtre et peinture Plafond - plâtre et peinture Plinthes - A, B, C, D - bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Chambre 2	Sol - parquet bois Mur - A, B, C, D - plâtre et peinture Plafond - plâtre et peinture Plinthes - A, B, C, D - bois et peinture Fenêtre - C - bois et Peinture Volet - C - bois et peinture Porte 1 - A - bois et peinture Porte 2 - 1 - bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Palier 1	Sol - parquet bois Mur - A, B, C, D - plâtre et Papier peint Plafond - plâtre et peinture Plinthes - A, B, C, D - bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
Chambre 3	Sol - parquet bois Mur - A, B, C, D - plâtre et papier peint Plafond - plâtre et peinture Plinthes - A, B, C, D - bois et peinture Fenêtre - B - bois et peinture Volet - B - bois et peinture Porte - A - bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Alcove 2	Sol - parquet bois Mur - A, B, C, D - plâtre et peinture Plafond - Plâtre et Peinture Plinthes - A, B, C, D - bois et peinture Porte - bois et Vernis	Absence d'indices d'infestation de termites
Chambre 4	Sol - parquet bois Mur - A, B, C, D - plâtre et papier peint Plafond - plâtre et peinture Plinthes - A, B, C, D - bois et peinture Fenêtre - D - bois et peinture Volet - D - bois et peinture Porte - A - bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Alcove 3	Plâtre Plafond	Absence d'indices d'infestation de termites
Chambre 5	Sol - parquet bois Mur - A, B, C, D - plâtre et Peinture Plafond - Bois Fenêtre - D - bois et peinture Volet - D - bois et peinture Porte - A - bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Salle de bain	Sol - Plastique lino Mur - A, B, C, D - plâtre et papier peint et faïence Plafond - plâtre et peinture Plinthes - A, B, C, D - bois et peinture Fenêtre - C - bois et peinture Volet - C - bois et peinture Porte - bois et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Comble	Sol - Plachet bois Mur - A, B, C, D - Pierres jointées Plafond - Charpente bois et Tuiles Plinthes - A, B, C, D - bois et peinture Fenêtre - C - bois et peinture Porte - bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites

(1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

(2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...

(3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

E. – Catégories de termites en cause :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016) et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur différentes catégories de termites :

- **Les termites souterrains**, regroupant cinq espèces identifiées en France métropolitaine (Reticulitermes flavipes, reticulitermes lucifugus, reticulitermes banyulensis, reticulitermes grassei et reticulitermes urbis) et deux espèces supplémentaires dans les DOM (Coptotermes et heterotermes),

- **Les termites de bois sec**, regroupant les kalotermes flavicolis présent surtout dans le sud de la France métropolitaine et les Cryptotermes présent principalement dans les DOM et de façon ponctuelle en métropole.

- **Les termites arboricoles**, appartiennent au genre Nasutitermes présent presque exclusivement dans les DOM.

Les principaux indices d'une infestation sont :

- Altérations dans le bois,
- Présence de termites vivants,

- Présence de galeries-tunnels (cordonnets) ou concrétions,
- Cadavres ou restes d'individus reproducteurs,
- Présence d'orifices obturés ou non.

Rappels réglementaires :

L 133-5 du CCH : Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment situé dans ces zones, les bois et matériaux contaminés sont incinérés sur place ou traités avant tout transport si leur destruction par incinération sur place est impossible. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en mairie.

Article L 112-17 du CCH : Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Martin.

F. - Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Néant

G. - Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Motif
1er étage - Comble	Faces cachées des pièces de charpentes	Impossibilité d'investigation approfondie non destructive
1er étage - Palier, 1er étage - Chambre 1, 1er étage - Alcove 1, 1er étage - Chambre 2, 1er étage - Palier 1, 1er étage - Chambre 3, 1er étage - Alcove 2, 1er étage - Chambre 4, 1er étage - Alcove 3, 1er étage - Chambre 5, 1er étage - Salle de bain, 1er étage - Comble	Sous faces des chantiers bois et des plinthes	Impossibilité d'investigation approfondie non destructive
Rez de chaussée - Entrée, Rez de chaussée - Séjour, Rez de chaussée - Cuisine, Rez de chaussée - Placard, Rez de chaussée - Placard 1, Rez de chaussée - Cage escalier, Rez de chaussée - Dégagement, Rez de chaussée - Wc, Rez de chaussée - Garage, Rez de chaussée - Cage escalier 1, Rez de chaussée - Cuisine 1, Rez de chaussée - Salon, 1er étage - Palier, 1er étage - Chambre 1, 1er étage - Alcove 1, 1er étage - Chambre 2, 1er étage - Palier 1, 1er étage - Chambre 3, 1er étage - Alcove 2, 1er étage - Chambre 4, 1er étage - Alcove 3, 1er étage - Chambre 5, 1er étage - Salle de bain, 1er étage - Comble	Parties des boiseries encastrées	Impossibilité d'investigation approfondie non destructive

Nota : notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visités, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

H. - Constatations diverses :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Observations et constatations diverses
Général	-	Le diagnostic se limite aux zones rendues visibles et accessibles par le propriétaire Présence d'indices d'infestation d'autres agents de dégradation biologique
1er étage - Alcove 3	-	Présence d'indices d'infestation d'autres agents de dégradation biologique du bois
	Plâtre Plafond	Prévoir des investigation complémentaire

Liste détaillée des composants hors termites :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Résultats du diagnostic d'infestation d'agents de dégradation biologique	Photos
1er étage - Alcove 3	Plâtre Plafond	Présence d'indices d'infestation d'autres agents de dégradation biologique du bois, Champignon de pourriture cubique	

Note 1: Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précise. Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF-P 03-200.

I. - Moyens d'investigation utilisés :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L.133-5, L.133-6, L 271-4 à 6, R133-7 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

Moyens d'investigation :

- Examen visuel des parties visibles et accessibles.
- Sondage manuel systématique des boiseries à l'aide d'un poinçon.
- Utilisation d'un ciseau à bois en cas de constatation de dégradations.
- Utilisation d'une échelle en cas de nécessité.
- À l'extérieur une hachette est utilisée pour sonder le bois mort.

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

M. DIEUZEIDE CLAUDE

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) :

Le diagnostic se limite aux zones rendues visibles et accessibles par le propriétaire
Présence d'indices d'infestation d'autres agents de dégradation biologique

J. - VISA et mentions :

Mention 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Mention 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

Nota 2 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation.

Nota 3 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

Nota 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)**

Visite effectuée le **19/06/2020**.

Fait à **MAUBOURGUET**, le **19/06/2020**

Par : **Mr HOLZER Frédéric**



Cachet de l'entreprise

EURL DIAG AFFAIRE
19 RUE PYRENE 65500 MARSAC
Tel : 06.46.09.37.38 / Mail : contact@diagaffaire.fr
SIRET : 830 253 688 00014 / APE : 7120 B
TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR23830253688

Annexe – Photos



Localisation : 1er étage - Alcove 3

Ouvrage : Plâtre Plafond

Parasite : Présence d'indices d'infestation d'autres agents de dégradation biologique du bois, Champignon de pourriture cubique

Indices : présence de mycélium (élément(s) fortement dégradé(s))

Informations complémentaires : Prévoir des investigation complémentaire

Annexe – Ordre de mission / Assurance / Attestation sur l'honneur

Aucun document n'a été mis en annexe

Votre Agent Général
MM LALANNE ET BAGET
1 AV DE LA MARNE
65000 TARBES
☎ **0562346249**



Assurance et Banque

N°ORIAS **17 006 424 (MARC BAGET
RABAROU)**
07 013 631 (PIERRE LALANNE)
Site ORIAS www.orias.fr

SARL ,DIAG AFFAIRE
19 RUE PYRENE
65500 MARSAC

Votre contrat

Responsabilité Civile Prestataire
Souscrit le **01/01/2019**

Vos références

Contrat
10404029804
Client
2938023404

Date du courrier
19 février 2020

Votre attestation Responsabilité Civile Prestataire

AXA France IARD atteste que :
DIAG AFFAIRE

Est titulaire du contrat d'assurance n° **10404029804** ayant pris effet le **01/01/2019**.
Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS

La garantie s'exerce à concurrence des montants de garanties figurant dans le tableau ci-après.

La présente attestation est valable du **19/02/2020** au **01/01/2021** et ne peut engager l'assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Matthieu Bébéar
Directeur Général Délégué

Vos références

Contrat
10404029804
 Client
2938023404

Nature des garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe "autres garanties" ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
<u>Dont :</u> Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	1 200 000 € par année d'assurance

Autres garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus)(article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Responsabilité civile professionnelle (tous dommages confondus)	500 000 € par année d'assurance dont 300 000 € par sinistre
Dommages immatériels non consécutifs autres que ceux visés par l'obligation d'assurance (article 3.2 des conditions générales)	150 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

C.G. : Conditions Générales du contrat.

AXA France IARD. S.A. au capital de 214 799 030 €. 722 057 460 R.C.S. PARIS. TVA intracommunautaire n° FR 14 22 057 460 • AXA France Vie. S.A. au capital de 487 725 073,50 €. 310 499 959 R.C.S Paris. TVA intracommunautaire n° FR 62 310 499 959 • AXA Assurances IARD Mutuelle. Société d'Assurance Mutuelle à cotisations fixes contre l'incendie, les accidents et risques divers Siren 775 699 309. TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 309 • AXA Assurances Vie Mutuelle. Société d'Assurance Mutuelle sur la vie et de capitalisation à cotisations fixes. Siren 353 457 245 - TVA intracommunautaire n° FR 48 353 457 245 • Sièges sociaux : 313 Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre cedex • Entreprises régies par le Code des Assurances. Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance France Assurances

2/2



Certificat N° C2654

Monsieur Frédéric HOLZER

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



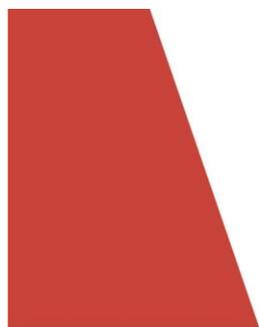
dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Diagnostic de performance énergétique Individuel	Certificat valable Du 10/07/2017 au 09/07/2022	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations Intérieures d'électricité	Certificat valable Du 04/04/2017 au 03/04/2022	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	Certificat valable Du 21/02/2017 au 20/02/2022	Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	Certificat valable Du 19/01/2018 au 18/01/2023	Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Amlante avec mention	Certificat valable Du 10/10/2017 au 20/02/2022	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Constat de risque d'exposition au plomb	Certificat valable Du 04/04/2017 au 03/04/2022	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de

Date d'établissement le vendredi 19 janvier 2018

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES
F09 Certification de compétence version K 140415
Tél. 05 63 73 66 13 - Fax 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com
sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018



DIAG AFFAIRE

EXPERTISE IMMOBILIÈRE

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité

Numéro de dossier : DIEUZEIDE/650101285
Date du repérage : 19/06/2020
Heure d'arrivée : 14:00
Durée du repérage : 02 h 35

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7, R134-10 et R134-11 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

1. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :

Type d'immeuble : **Maison individuelle**
Adresse : **51 RUE HORCAT**
Commune : **65700 MAUBOURGUET**
Département : **Hautes-Pyrénées**
Référence cadastrale : **Section cadastrale NC, Parcelle numéro NC,, identifiant fiscal : NC**
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
Lot numéro : NC,
Périmètre de repérage :
Année de construction : **< 1949**
Année de l'installation : **> 15 ans**
Distributeur d'électricité : **EDF**
Parties du bien non visitées : **Néant**

2. - Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :

Nom et prénom : **M. DIEUZEIDE CLAUDE**
Adresse : **5 PROMENADE PAUL DOUMER**
92400 COURBEVOIE
Téléphone et adresse internet : . **Non communiquées**
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Propriétaire**

Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances:

Nom et prénom : **M. DIEUZEIDE CLAUDE**
Adresse : **5 PROMENADE PAUL DOUMER**
92400 COURBEVOIE

3. - Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **Mr HOLZER Frédéric**
Raison sociale et nom de l'entreprise : **DIAG AFFAIRE**
Adresse : **6 Bis Avenue de la Marne**
65000 TARBES
Numéro SIRET : **830 253 688 00014**
Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA FRANCE IARD**
Numéro de police et date de validité : **10404029804 / 31/12/2019**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT** le **04/04/2017** jusqu'au **03/04/2022**. (Certification de compétence **C2654**)

4. – Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits;

5. – Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes

- L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.**
- L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Anomalies avérées selon les domaines suivants :

- L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
- Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.
- Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.
- Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs.
- Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

Domaines	Anomalies
2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.
5. Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs	L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée.
	Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente.
6. Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage	L'installation comporte au moins un matériel électrique vétuste.
	L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée.
	L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée.

Anomalies relatives aux installations particulières :

- Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.
- Piscine privée, ou bassin de fontaine

Domaines	Anomalies relatives aux installations particulières
Néant	-

Informations complémentaires :

- Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

Domaines	Informations complémentaires
IC. Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité	Conformité du point de contrôle: Dispositif à courant différentiel-résiduel à haute sensibilité = 30mA protégeant l'ensemble de l'installation électrique
	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur
	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.

6. - Avertissement particulier

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

Domaines	Points de contrôle
Néant	-

Parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Néant

7. - Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil de professionnel

Il est conseillé de faire réaliser, dans les meilleurs délais et par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.

Certains points de contrôles n'ont pu être effectués. De ce fait la responsabilité du propriétaire reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée

Néant

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT - 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)***

Dates de visite et d'établissement de l'état :
 Visite effectuée le : **19/06/2020**
 Etat rédigé à **MAUBOURGUET**, le **19/06/2020**

Par : Mr HOLZER Frédéric



Cachet de l'entreprise
<p style="text-align: center;">EURL DIAG AFFAIRE 19 RUE PYRENE 65500 MARSAC Tel : 06.46.09.37.38 / Mail : contact@diagaffaire.fr SIRET : 830 253 688 00014 / APE : 7120 B TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR23830253688</p>

8. – Explications détaillées relatives aux risques encourus

Objectif des dispositions et description des risques encourus

<p>Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.</p>
<p>Protection différentielle à l'origine de l'installation : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p>Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p>Protection contre les surintensités : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.</p>
<p>Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p>Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p>Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p>Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p>Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives: Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p>Piscine privée ou bassin de fontaine : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>

Informations complémentaires

Objectif des dispositions et description des risques encourus

<p>Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique : L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p>Socles de prise de courant de type à obturateurs : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution.</p>
<p>Socles de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.</p>

Annexe - Photos



Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.



L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée.



Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente.



L'installation comporte au moins un matériel électrique vétuste.



L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée.



L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée.



Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur



Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.

Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé



Certificat N° C2654

Monsieur Frédéric HOLZER

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Diagnostic de performance énergétique individuel	Certificat valable Du 10/07/2017 au 09/07/2022	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations Intérieures d'électricité	Certificat valable Du 04/04/2017 au 03/04/2022	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	Certificat valable Du 21/02/2017 au 20/02/2022	Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	Certificat valable Du 19/01/2018 au 18/01/2023	Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Amlante avec mention	Certificat valable Du 10/10/2017 au 20/02/2022	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Constat de risque d'exposition au plomb	Certificat valable Du 04/04/2017 au 03/04/2022	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de

Date d'établissement le vendredi 19 janvier 2018

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES
F09 Certification de compétence version K 140415
Tél. 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com
sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018



DIAG AFFAIRE
EXPERTISE IMMOBILIÈRE

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

N° : DIEUZEIDE/650101285 Valable jusqu'au : 18/06/2030 Type de bâtiment : Habitation (en maison individuelle) Année de construction : .. Avant 1948 Surface habitable : 184.88 m ² Adresse : 51 RUE HORCAT 65700 MAUBOURGUET	Date (visite) : 19/06/2020 Diagnostiqueur : .. Mr HOLZER Frédéric Certification : LCC QUALIXPERT n°C2654 obtenue le 10/07/2017 Signature : 
Propriétaire : Nom : M. DIEUZEIDE CLAUDE Adresse : 5 PROMENADE PAUL DOUMER 92400 COURBEVOIE	Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu) : Nom : NEANT Adresse :

Consommations annuelles par énergie

Le diagnostiqueur n'a pas été en mesure d'établir une estimation des consommations car les factures ne sont pas disponibles

Consommations énergétiques (en énergie primaire) Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement	Émissions de gaz à effet de serre (GES) Pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement				
Consommation réelle : - kWh_{EP}/m².an	Estimation des émissions : - kg_{éqCO2}/m².an				
<table border="1"> <tr> <td style="text-align: center;"> Logement économe ≤ 50 A 51 à 90 B 91 à 150 C 151 à 230 D 231 à 330 E 331 à 450 F > 450 G Logement énergivore </td> <td style="text-align: center; vertical-align: middle;"> Logement consommations non exploitables </td> </tr> </table>	Logement économe ≤ 50 A 51 à 90 B 91 à 150 C 151 à 230 D 231 à 330 E 331 à 450 F > 450 G Logement énergivore	Logement consommations non exploitables	<table border="1"> <tr> <td style="text-align: center;"> Faible émission de GES ≤ 5 A 6 à 10 B 11 à 20 C 21 à 35 D 36 à 55 E 56 à 80 F > 80 G Forte émission de GES </td> <td style="text-align: center; vertical-align: middle;"> Logement consommations non exploitables </td> </tr> </table>	Faible émission de GES ≤ 5 A 6 à 10 B 11 à 20 C 21 à 35 D 36 à 55 E 56 à 80 F > 80 G Forte émission de GES	Logement consommations non exploitables
Logement économe ≤ 50 A 51 à 90 B 91 à 150 C 151 à 230 D 231 à 330 E 331 à 450 F > 450 G Logement énergivore	Logement consommations non exploitables				
Faible émission de GES ≤ 5 A 6 à 10 B 11 à 20 C 21 à 35 D 36 à 55 E 56 à 80 F > 80 G Forte émission de GES	Logement consommations non exploitables				

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, ventilation
Murs : Pierre de taille d'épaisseur 60 cm non isolé donnant sur l'extérieur Pierre de taille d'épaisseur 60 cm non isolé donnant sur un local chauffé	Système de chauffage : Convecteurs électriques NFC (système individuel)	Système de production d'ECS : Chauffe-eau électrique installé il y a plus de 15 ans (contenance 200 L) (système individuel)
Toiture : Plafond sur solives bois non isolé donnant sur un comble fortement ventilé		
Menuiseries : Porte(s) bois / bois-métal avec moins de 30% de vitrage simple Fenêtres battantes bois simple vitrage avec volets battants bois	Système de refroidissement : Néant	Système de ventilation : Naturelle par ouverture des fenêtres
Plancher bas : Dalle béton non isolée donnant sur un terre-plein	Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Non requis	
Énergies renouvelables		Quantité d'énergie d'origine renouvelable : 0 kWh _{EP} /m ² .an
Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Néant		

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents logements entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Usages recensés

Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement. Certaines consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou spécifiques (cuisson, informatique, etc.) ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

Constitution de l'étiquette énergie

La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquées par les compteurs ou les relevés.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Variations des prix de l'énergie et des conventions de calcul

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêté en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergies renouvelables produites par les équipements installés à demeure.

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

Chauffage

- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit,
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- Si possible, réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante. Si vous disposez d'un thermostat, réglez-le à 19°C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température « Hors gel » fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Eteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.

- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Eclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes),
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques,..) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique/audiovisuel :

- Eteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Electroménager (cuisson, réfrigération,...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Mesures d'amélioration	Commentaires	Crédit d'impôt
Remplacement de l'ECS existant par un ECS thermodynamique	Recommandation : Lors du remplacement envisager un équipement performant type ECS thermodynamique. Détail : Remplacer par un ballon type NFB (qui garantit un bon niveau d'isolation du ballon) ou chauffe-eau thermodynamique. Un ballon vertical est plus performant qu'un ballon horizontal. Il est recommandé de régler la température à 55°C et de le faire fonctionner de préférence pendant les heures creuses. Pendant les périodes d'inoccupation importante, vous pouvez arrêter le système de chaude sanitaire et faire une remise en température si possible à plus de 60°C avant usage.	
Isolation des combles	Recommandation : Isolation de la toiture, en veillant à ce que l'isolation soit continue sur toute la surface. Détail : L'isolation des faux-combles ; des cloisons de redressement et des combles perdus ne doit jamais être négligée. Ménager impérativement une lame d'air de plus de 2cm pour la ventilation de la charpente. Pour bénéficier du crédit d'impôts, il faut choisir un isolant avec un R supérieure à 6 m².K/W. Pour une charpente ancienne, il faut impérativement avant d'entreprendre des travaux d'isolation procéder à un examen minutieux de l'état des bois (remplacement des bois attaqués ou affaiblis ; traitement curatif ou préventif contre les insectes xylophages et les moisissures).	30%

Commentaires

Il ne nous a pas été fourni de relevés exploitables des consommations. Ne pouvant utiliser pour ce type de bien une méthode de calcul conventionnel (voir arrêté du 8 février 2012), il n'est pas possible d'établir une estimation des consommations et de fournir les étiquettes " énergie " et " climat". Le diagnostic se limite aux constatations et aux descriptifs.

Références réglementaires et logiciel utilisés : Article L134-4-2 du CCH et décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, arrêté du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêté du 1er décembre 2015, 22 mars 2017arrêtés du 8 février 2012, décret 2006-1653, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010. Logiciel utilisé : LICIEL Diagnostics v4.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_eie.asp

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y !

www.impots.gouv.fr

Pour plus d'informations : www.developpement-durable.gouv.fr ou www.ademe.fr

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT - 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)**



Certificat N° C2654

Monsieur Frédéric HOLZER

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Diagnostic de performance énergétique Individuel	Certificat valable Du 10/07/2017 au 09/07/2022	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations Intérieures d'électricité	Certificat valable Du 04/04/2017 au 03/04/2022	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	Certificat valable Du 21/02/2017 au 20/02/2022	Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	Certificat valable Du 19/01/2018 au 18/01/2023	Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Amlante avec mention	Certificat valable Du 10/10/2017 au 20/02/2022	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Constat de risque d'exposition au plomb	Certificat valable Du 04/04/2017 au 03/04/2022	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de

Date d'établissement le vendredi 19 janvier 2018

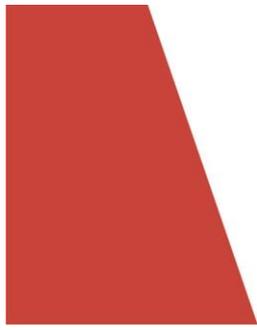
Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES

F09 Certification de compétence version K 140415

Tél. 05 63 73 06 18 - Fax 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com

sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018



DIAG AFFAIRE

EXPERTISE IMMOBILIÈRE

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Réalisée pour le dossier n° **DIEUZEIDE/650101285** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 51 RUE HORCAT 65700 MAUBOURGUET.

Je soussigné, **Mr HOLZER Frédéric**, technicien diagnostiqueur pour la société **DIAG AFFAIRE** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Amiante	Mr HOLZER Frédéric	LCC QUALIXPERT	C2654	20/02/2022
Amiante TVX	Mr HOLZER Frédéric	LCC QUALIXPERT	C2654	20/02/2022
DPE	Mr HOLZER Frédéric	LCC QUALIXPERT	C2654	09/07/2022
Electricité	Mr HOLZER Frédéric	LCC QUALIXPERT	C2654	03/04/2022
Gaz	Mr HOLZER Frédéric	LCC QUALIXPERT	C2654	18/01/2023
Plomb	Mr HOLZER Frédéric	LCC QUALIXPERT	C2654	03/04/2022
Termites	Mr HOLZER Frédéric	LCC QUALIXPERT	C2654	20/02/2022

- Avoir souscrit à une assurance (AXA FRANCE IARD n° 10404029804 valable jusqu'au 31/12/2019) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à **MAUBOURGUET**, le **19/06/2020**

Signature de l'opérateur de diagnostics :

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

Etat des Risques et Pollutions

En application des articles L125-5 à 7 et R125-26 du code de l'environnement.

Référence : DIEUZEIDE/650101285
 Réalisé par FREDERIC HOLZER
 Pour le compte de DIAG AFFAIRE

Date de réalisation : 23 juin 2020 (Valable 6 mois)
 Selon les informations mises à disposition par arrêté préfectoral :
 N° 65-2017-03-17-006 du 17 mars 2017.

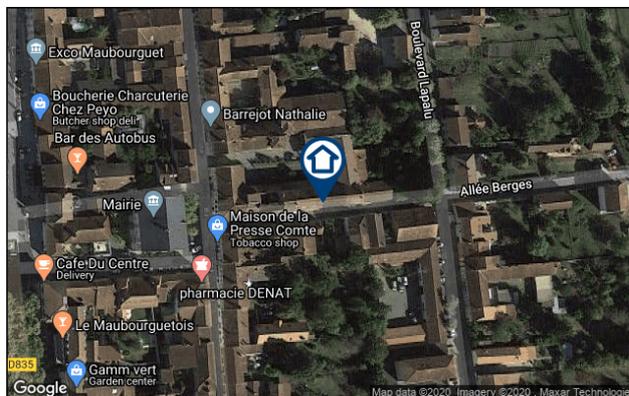
REFERENCES DU BIEN

Adresse du bien
51 Rue Horcat
65700 Maubourguet

Vendeur
M. DIEUZEIDE CLAUDE

Acquéreur

-



SYNTHESE

**A ce jour, la commune de Maubourguet est soumise à l'obligation d'Information Acquéreur Locataire (IAL).
 Une déclaration de sinistre indemnisé est nécessaire.**

Votre commune				Votre immeuble		
Type	Nature du risque	Etat de la procédure	Date	Concerné	Travaux	Réf.
PPRn	Inondation	révisé	02/08/2010	non	non	p.4
Zonage de sismicité : 3 - Modérée*				oui	-	-
Zonage du potentiel radon : 1 - Faible**				non	-	-

* Zonage sismique de la France d'après l'annexe des articles R563-1 à 8 du Code de l'Environnement modifiés par les Décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010 (nouvelles règles de construction parasismique - EUROCODE 8).

** Situation de l'immeuble au regard des zones à potentiel radon du territoire français définies à l'article R.1333-29 du code de la santé publique modifié par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018, délimitées par l'Arrêté interministériel du 27 juin 2018.

Informations complémentaires	Zone
Zonage du retrait-gonflement des argiles	Aléa Moyen (2)
Plan d'Exposition au Bruit*	Aucun

* Information cartographique consultable en mairie et en ligne à l'adresse suivante : <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb>

SOMMAIRE

Synthèse.....	1
Imprimé officiel.....	3
Localisation sur cartographie des risques.....	4
Déclaration de sinistres indemnisés.....	5
Prescriptions de travaux, Documents de référence, Conclusions.....	6
Annexes.....	7

Etat des Risques et Pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité et pollution des sols

en application des articles L.125-5 à 7, R.125-26, R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement et de l'article L.174-5 du nouveau Code minier

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° **65-2017-03-17-006** du **17/03/2017**

Situation du bien immobilier (bâti ou non bâti)

Document réalisé le : 23/06/2020

2. Adresse

51 Rue Horcat

65700 Maubourguet

3. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques naturels [PPRn]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

prescrit

oui non

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

appliqué par anticipation

oui non

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

approuvé

oui non

Les risques naturels pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Inondation Crue torrentielle Remontée de nappe Submersion marine Avalanche
Mouvement de terrain Mvt terrain-Sécheresse Séisme Cyclone Eruption volcanique
Feu de forêt autre

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRn

oui non

si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR naturel ont été réalisés

oui non

4. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques miniers [PPRm]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

prescrit

oui non

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

appliqué par anticipation

oui non

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

approuvé

oui non

Les risques miniers pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Risque miniers Affaissement Effondrement Tassement Emission de gaz
Pollution des sols Pollution des eaux autre

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRm

oui non

si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés

oui non

5. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques technologiques [PPRt]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt

approuvé

oui non

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt

prescrit

oui non

Les risques technologiques pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Risque Industriel Effet thermique Effet de surpression Effet toxique Projection

L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement

oui non

L'immeuble est situé en zone de prescription

oui non

Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés

oui non

Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location

oui non

6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R.563-4 et D.563-8-1 du code de l'environnement modifiés par l'Arrêté et les Décrets n°2010-1254 / 2010-1255 du 22 octobre 2010.

L'immeuble est situé dans une commune de sismicité :

Forte Moyenne **Modérée** Faible Très faible
zone 5 zone 4 **zone 3** zone 2 zone 1

7. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte du potentiel radon

en application des articles R125-23 du code de l'environnement et R1333-29 du code de la santé publique, modifiés par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018

L'immeuble se situe dans une Zone à Potentiel Radon :

Significatif Faible avec facteur de transfert Faible
zone 3 zone 2 **zone 1**

8. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle

L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente

oui non

9. Situation de l'immeuble au regard de la pollution des sols

L'immeuble est situé dans un Secteur d'Information sur les Sols (SIS)

oui non

Aucun SIS ne concerne cette commune à ce jour

Parties concernées

Vendeur

M. DIEUZEIDE CLAUDE

à _____ le _____

Acquéreur

-

à _____ le _____

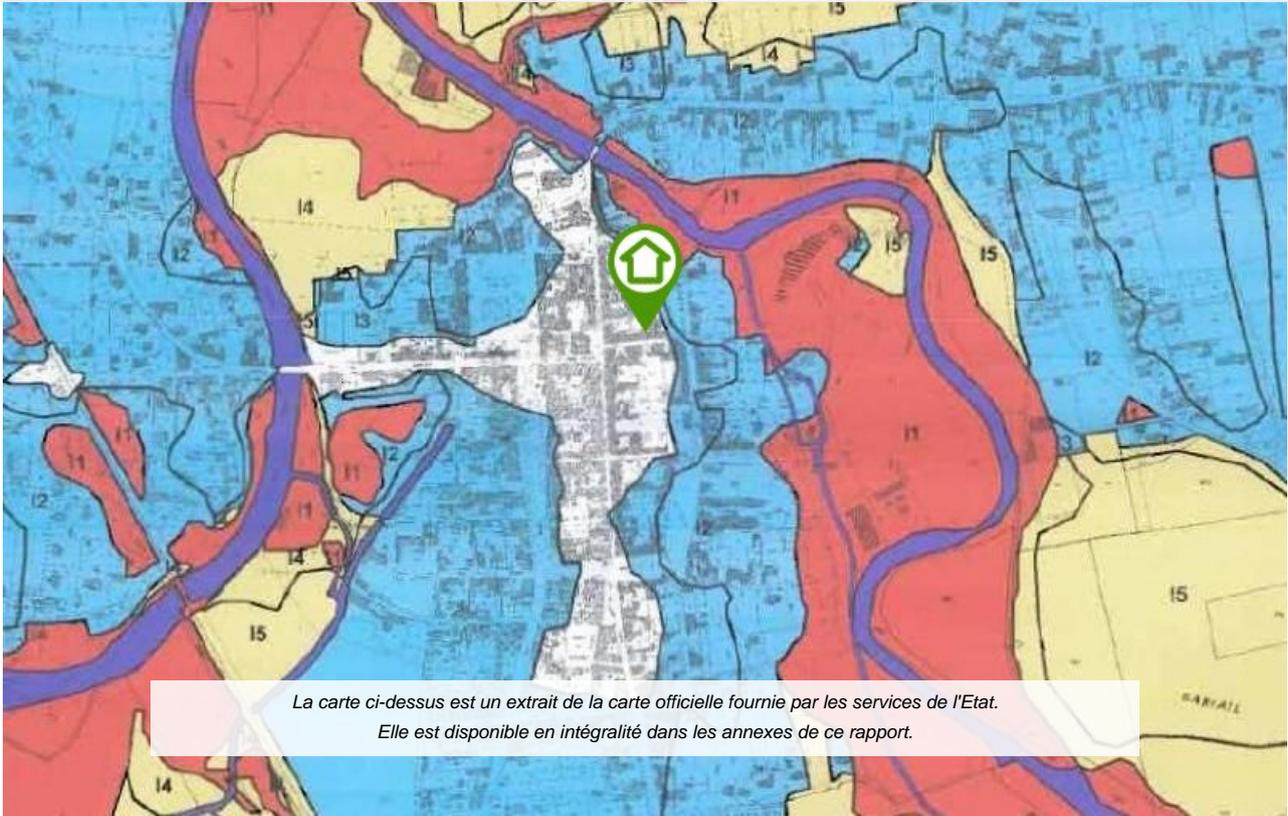
Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Inondation

PPRn Inondation, révisé le 02/08/2010

Non concerné*

* L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques



Déclaration de sinistres indemnisés

en application des articles L 125-5 et R125-26 du Code de l'environnement

Si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, cochez ci-dessous la case correspondante dans la colonne "Indemnisé".

Arrêtés CATNAT sur la commune de Maubourguet

Risque	Début	Fin	JO	Indemnisé
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	13/12/2019	14/12/2019	13/03/2020	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	24/01/2009	27/01/2009	29/01/2009	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	09/06/2000	10/06/2000	17/12/2000	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue Mouvement de terrain	25/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	17/05/1990	17/05/1990	19/12/1990	<input type="checkbox"/>
Tempête (vent)	06/11/1982	10/11/1982	19/11/1982	<input type="checkbox"/>

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.prim.net

Préfecture : Tarbes - Hautes-Pyrénées
 Commune : Maubourguet

Adresse de l'immeuble :
 51 Rue Horcat
 65700 Maubourguet
 France

Etabli le : _____

Vendeur : _____
 M. DIEUZEIDE CLAUDE

Acquéreur : _____
 -

Prescriptions de travaux

Aucune

Documents de référence

Aucun

Conclusions

L'Etat des Risques délivré par DIAG AFFAIRE en date du 23/06/2020 fait apparaître que la commune dans laquelle se trouve le bien fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°65-2017-03-17-006 en date du 17/03/2017 en matière d'obligation d'Information Acqureur Locataire sur les Risques Naturels, Miniers et Technologiques.

Selon les informations mises à disposition dans le Dossier Communal d'Information, le BIEN est ainsi concerné par :

- Le risque sismique (niveau 3, sismicité Modérée) et par la réglementation de construction parasismique EUROCODE 8

Le BIEN est également concerné par :

- L'aléa retrait-gonflement des argiles (aléa Moyen)

Sommaire des annexes

> Arrêté Préfectoral départemental n° 65-2017-03-17-006 du 17 mars 2017

> Cartographies :

- Cartographie réglementaire du PPRn Inondation, révisé le 02/08/2010

- Cartographie réglementaire de la sismicité

A titre indicatif, ces pièces sont jointes au présent rapport.

PRÉFÈTE DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction des services du Cabinet

ARRETE N° : 65-2017-03-17-006

Service interministériel
de défense et de protection civiles

Relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels ou technologiques majeurs dans le département des Hautes-Pyrénées.

Pôle protection civile

La Préfète des Hautes-Pyrénées,

Vu le code général collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 ;

Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014349-0001 du 15 décembre 2014 fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels ou technologiques majeurs ;

Sur proposition de Madame la directrice des services du Cabinet.

ARRÊTE

ARTICLE 1 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral n° 2014349-0001 du 15 décembre 2014 fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels ou technologiques majeurs.

ARTICLE 2 -

Tous les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sont consignés dans un dossier communal d'informations.

Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée

Le dossier comprend :

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques dans un PPR approuvé ou prescrit, auxquels la commune est exposée sur tout ou partie de son territoire
- la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer,

.../...

- la cartographie des zones exposées ou réglementée,
- le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune.

Ce dossier et les documents de référence mentionnés ci-dessus sont librement consultables en mairie, préfecture et sous-préfecture.

Le dossier d'informations est accessible à partir du site internet de la préfecture à la rubrique « Information Acquéreurs Locataires » (IAL) :

<http://www.hautes-pyrenees.gouv.fr/>

Article 3 -

Ces éléments d'informations sont mis à jour au regard des situations mentionnées à l'article R.125-25 du code de l'environnement.

Article 4 -

Une copie du présent arrêté et les annexes sont adressés aux maires, pour être tenus à la disposition des acquéreurs et des locataires, et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 -

Mme la Directrice des services du cabinet, M. le Secrétaire Général de la préfecture, Mme la sous-préfète d'Argelès-Gazost, M. le sous-préfet de Bagnères-de-Bigorre, Mmes et MM les chefs de service régionaux ou départementaux et Mmes et MM les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Tarbes, le

17 MARS 2017

Béatrice LAGARDE





COMMUNE de MAUBOURGET

Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles (P.P.R.)

APPROUVE PAR ARRETE PREFECTORAL DU 02 MARS 2010

- Rapport de Présentation
- Document Graphique
- Règlement - Annexes



agrandissement, planche 2/2

10-48 PROCE LURE 04 0000 1001000003 - 0000 2010

Date : Février 2010

RESEAU HYDROGRAPHIQUE

- Crus (bleu)
- Ruisseau (bleu foncé)

ZONES INONDATION

- Crues exceptionnelles (bleu clair)
- Inondation (rouge)
- Champs d'expansion des crues (jaune)

Limites de commune

Echelle 1 / 5 000

